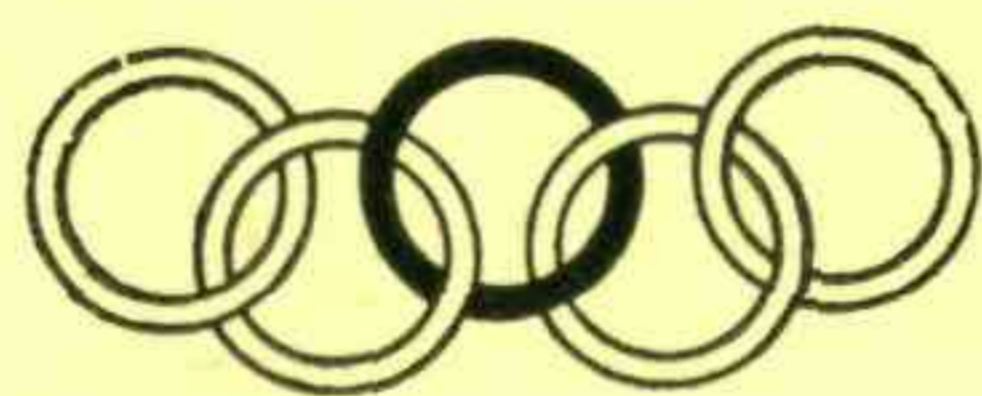


LES JEUX OLYMPIQUES



CITIUS - ALTIUS - FORTIUS

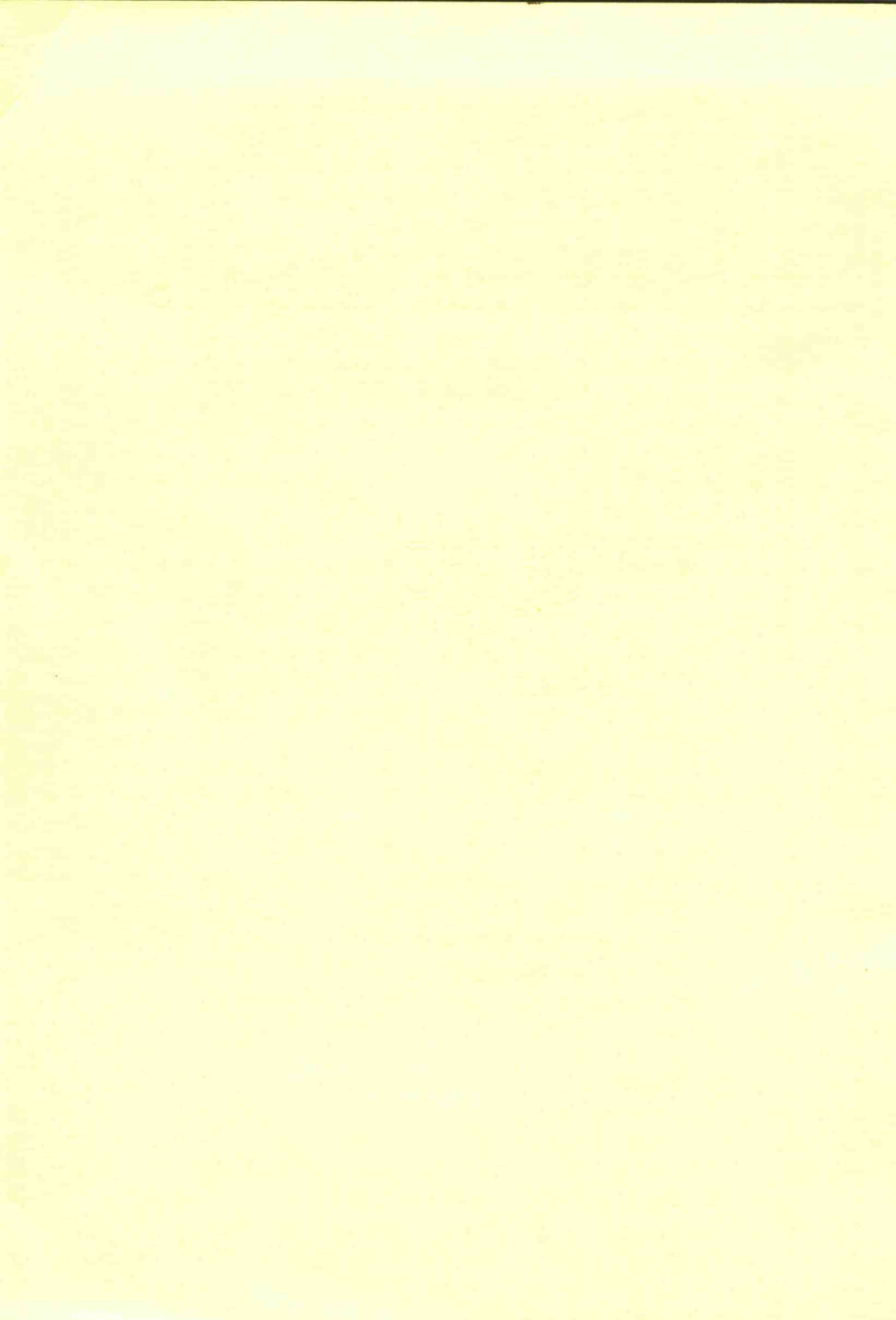
1956

COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE

CAMPAGNE MON REPOS

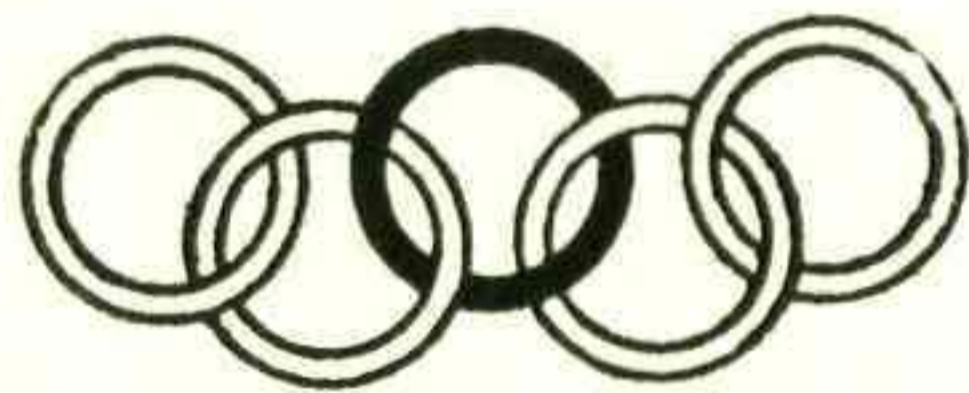
LAUSANNE

(SUISSE)

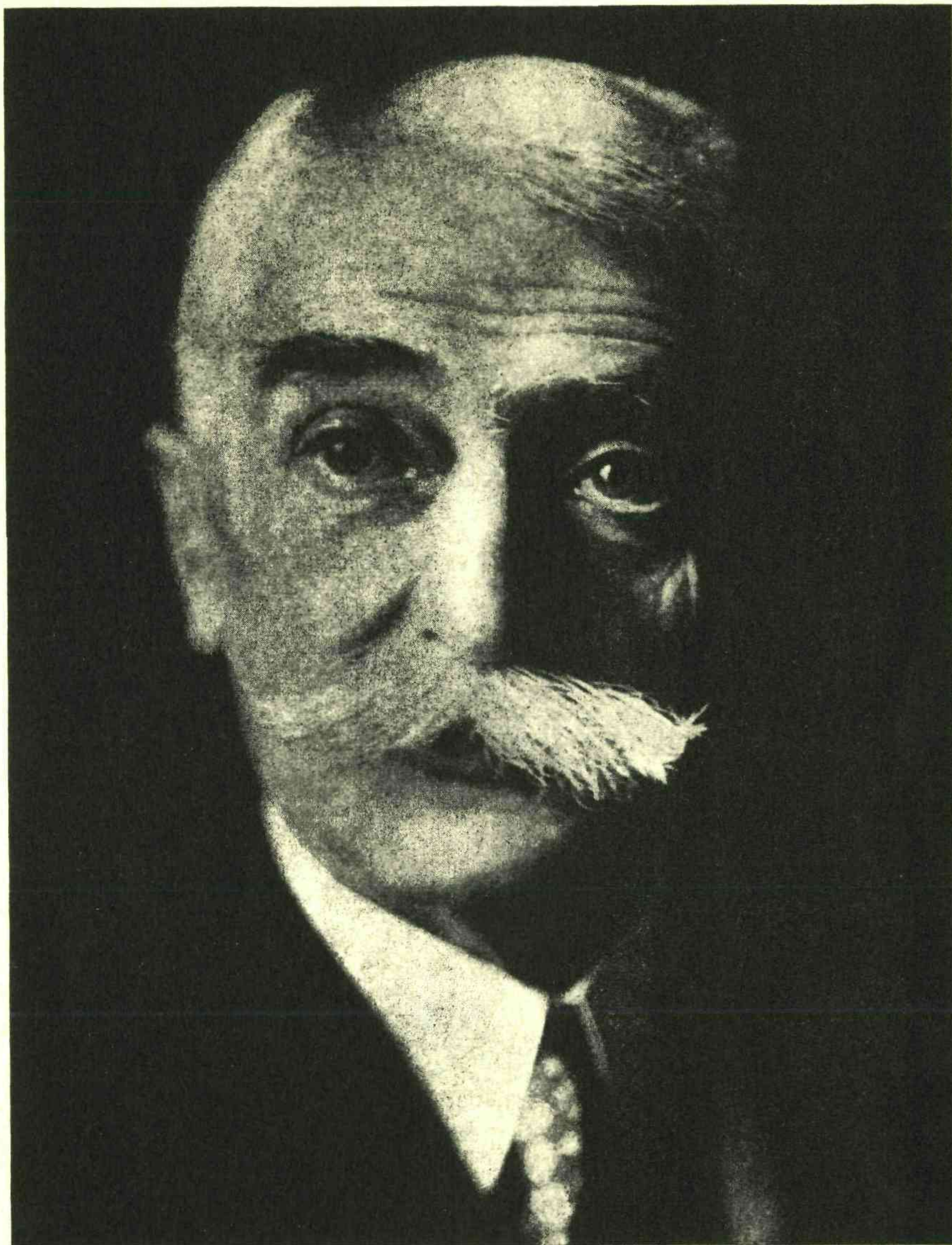


LES JEUX OLYMPIQUES

PRINCIPES FONDAMENTAUX
STATUTS ET RÈGLES
INFORMATIONS GÉNÉRALES



CITIUS - ALTIUS - FORTIUS



PIERRE DE COUBERTIN

RÉNOVATEUR DES JEUX OLYMPIQUES

Président du Comité International Olympique, 1896-1925

*L'important aux Jeux
Olympiques n'est pas d'y vaincre
mais d'y prendre part, car
l'essentiel dans la vie n'est pas
tant de conquérir que de lutter.*

TABLE DES MATIÈRES

Nos		Page
	I.	
1 à 8	PRINCIPES FONDAMENTAUX	9
	II.	
	STATUTS DU COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE	
9	Buts et compétences	11
10	Recrutement	11
12	Président et Vice-Présidents	12
13	Commission Exécutive	12
17	Chancelier et secrétaire	14
18	Sessions	14
20	Vote par correspondance	15
21	Cotisations et contribution	15
22	Siège social	15
23	Autorité suprême	15
	III.	
24-25	COMITÉS NATIONAUX OLYMPIQUES	16
	IV.	
	RÈGLES GÉNÉRALES DES JEUX OLYMPIQUES	
26	Définition de l'Amateur	19
27	Conditions requises pour pouvoir porter les couleurs d'un pays	19
28	Limite d'âge	19
29	Participation des femmes	20
30	Programme	20
31	Programme d'Art	21
32	Démonstrations	21
33	Jeux Olympiques d'hiver	21
34	Engagements	21
35	Nombre d'engagements	23
36	Nombre d'Officiels	23
37	Délégués techniques	23
38	Officiels et Jury	24
39	Juridiction suprême	24
40	Sanctions en cas de fraude	24
41	Prix	25
42	Tableau d'honneur	25

43	Brochures et programmes	26
44	Fédérations Internationales Sportives	26
45	Frais de déplacement	26
46	Logement	27
47	Attachés	27
48	Places réservées	27
49	Photographies et Films	28
50	Modifications aux Règles et texte officiel	29

V.

PROTOCOLE DES JEUX OLYMPIQUES

51	Dispositions générales	30
52	Epoque et durée des Jeux Olympiques	30
53	Enceinte Olympique	30
54	Prérogatives et devoirs du Comité Organisateur	30
55	Invitations et formules	31
56	Drapeau et emblème	31
57	Cérémonie d'ouverture	32
58	Distribution des prix	33
59	Cérémonie de clôture	33
60	Préséances	35

VI.

CONDITIONS EXIGÉES DES VILLES CANDIDATES
A L'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES

39

VII.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Introduction	45
1892 - Les débuts	46
Le Comité International Olympique	47
Présidents	50
Demetrius Vikelas	50
Pierre de Coubertin	51
Henri de Baillet-Latour	53
J. Sigfrid Edström	54
Avery Brundage	56
Membres	58
Membres honoraires	65
Sessions	66
Commémoration de la Fondation du Comité	67
Programme des Jeux Olympiques	68

Participation aux Jeux Olympiques	69
Congrès Olympiques	70
Programme des Jeux Olympiques d'Hiver	70
Participation aux Jeux Olympiques d'Hiver	71
Hauts patronages des Jeux Olympiques et Présidents des Comités Organisateur	72
Origine des Jeux Olympiques de l'Antiquité	73
Jeux de 1906	73
Comités Nationaux Olympiques	74
Fédérations Internationales de Sport Amateur	76
Fédérations Internationales de Sport Amateur (sports ne figurant pas au programme des Jeux Olympiques)	78
Organisations satisfaisant aux Normes Olympiques	78
Les Jeux Olympiques sont amateurs	79
Les pseudo-amateurs	79
Drapeau olympique	80
Village olympique	80
Propriété olympique	80
Flamme olympique	81
Journée ou Semaine Olympiques	81
Diplômes décernés aux Jeux Olympiques	82
Arts	82
Calcul des points	83
Juges et officiels	83
Ingérence politique ou commerciale	84
Le rôle des gouvernements	84
L'esprit olympique	84
Récompenses Olympiques	85
Titulaires de la Coupe Olympique	86
Titulaires du Diplôme Olympique ne Mérite	89
Titulaires de la Coupe Fearnley	91
Titulaires du Trophée Mohammed Taher	91
Titulaires du Trophée du Comte Alberto Bonacossa	93
Prix d'Alpinisme	93
Prix d'Aéronautique	93
Trophées perpétuels	93
Jeux régionaux	94
Règlements pour les Jeux régionaux	94
La Campagne Mon-Repos	97
Musée et Bibliothèque olympiques	97
Bulletin du Comité International Olympique	99
Décisions du Comité International Olympique	99
Déclaration du Baron Pierre de Coubertin	101

I

PRINCIPES FONDAMENTAUX

1. Les Jeux Olympiques ont lieu tous les quatre ans. Ils réunissent, en un concours sincère et impartial, des amateurs de toutes les nations. Aucune distinction n'y est admise, à l'égard d'un pays ou d'une personne, pour des motifs de race, de religion ou de politique.

2. Les Jeux Olympiques consacrent une Olympiade, ou période de quatre années consécutives. La première Olympiade des temps modernes a été célébrée à Athènes en 1896. Les Olympiades et les Jeux se comptent à partir de cette date, même si les Jeux n'ont pu avoir lieu.

3. La direction du mouvement olympique et le contrôle des Jeux Olympiques d'été et d'hiver, dans le monde entier, sont le monopole du Comité International Olympique, dont la constitution et les pouvoirs sont définis par les règles ci-après.

L'honneur de célébrer les Jeux Olympiques est confié à une ville, non à un pays. Le choix de la ville où ils sont célébrés relève de la seule compétence du Comité International Olympique.

Toute ville désirant se mettre sur les rangs pour l'organisation des Jeux doit en faire la demande par l'entremise de son maire ou autre autorité compétente, et garantir que les Jeux seront organisés à la satisfaction du Comité International Olympique et dans les conditions requises par lui.

4. Au programme des Jeux Olympiques figurent obligatoirement les sports **athlétiques, gymniques, de combat, nautiques, équestres, cyclistes, le pentathlon moderne,** et, en outre, **une manifestation d'art.**

5. Les Jeux d'hiver forment un cycle distinct. Ils comprennent des compétitions de sports d'hiver. Ils ont lieu la même année que les Jeux Olympiques.

Les premiers Jeux d'hiver ont été célébrés en 1924, au cours de la VIII^e Olympiade. Ils sont numérotés à partir de cette date, au fur et à mesure de leur célébration.

Le terme d'Olympiade ne s'applique pas aux Jeux d'hiver.

6. Ne sont admis à concourir aux Jeux Olympiques que les amateurs répondant à la définition précisée dans les règles ci-après.

7. Ne sont qualifiés pour représenter les couleurs d'un pays aux Jeux Olympiques que les nationaux de ce pays.

Les Jeux sont des compétitions entre individus et non entre nations.

8. Tous les bénéfices provenant de la célébration des Jeux Olympiques (après règlement des dépenses occasionnées par leur organisation et versement d'une contribution au fonds du Comité International Olympique) sont remis au Comité National Olympique du pays où se sont déroulés les Jeux et doivent être employés au développement du Mouvement Olympique et du sport amateur.

II

STATUTS DU COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE

Buts et compétences.

9. Le Comité International Olympique, chargé par le Congrès de Paris du 23 juin 1894 du contrôle et du développement des Jeux Olympiques modernes, a pour mission :

1. d'assurer la célébration régulière des Jeux ;
2. de rendre les Jeux toujours plus dignes de leur glorieuse histoire et du noble idéal dont le Baron Pierre de Coubertin et ses collaborateurs se sont inspirés pour faire revivre les Jeux ;
3. d'encourager l'organisation de compétitions sportives d'amateurs ;
4. d'orienter et de maintenir le sport amateur dans la bonne voie, en encourageant et en consolidant l'amitié entre les sportifs de tous les pays.

Recrutement.

10. Le Comité International Olympique est un organisme permanent. Il se recrute lui-même par l'élection de personnalités qu'il juge qualifiées, sous réserve que celles-ci parlent français ou anglais et soient nationaux résidents d'un pays doté d'un Comité National Olympique reconnu par le Comité International Olympique. Il ne sera nommé qu'un seul membre par nation, exception faite pour de grands pays où le mouvement olympique est très répandu, le maximum prévu désormais étant de deux.

Les membres du Comité International Olympique doivent se considérer comme ses délégués auprès de leurs pays respectifs. Ils ne peuvent accepter des gouvernements de leurs pays, ou de qui que ce soit, aucun mandat susceptible de les lier en tant que membres du Comité, ou d'entraver la liberté de leur vote.

Les membres ayant à leur actif une longue période de service au sein du Comité et désireux de se retirer peuvent être élus membres honoraires. Ces membres peuvent assister à toutes les assemblées et sessions. Ils peuvent prendre part à toutes les discussions du Comité, mais ils n'ont pas le droit de vote.

11. Les membres du Comité International Olympique sont élus à vie, mais un membre

peut donner sa démission ;

perd sa qualité s'il change de nationalité ;

peut être considéré comme démissionnaire si, pendant quatre ans, il n'a pas assisté aux sessions, n'a pris aucune part active aux travaux du Comité, ou, pendant trois ans, n'a pas payé ses cotisations, ou, à la suite de circonstances imprévues, n'est plus à même d'assumer ses fonctions ;

peut être radié par décision du Comité, si celui-ci estime qu'il a trahi ou négligé les intérêts du Comité International Olympique, ou que, d'une façon quelconque, il a démérité.

Président et vice-présidents.

12. Le président, choisi parmi les membres du Comité International Olympique, est élu par celui-ci pour une période de huit ans. Il est rééligible.

Le Comité International Olympique élit aussi deux vice-présidents pour une période de quatre années. Ils sont rééligibles. Ils assument les pouvoirs et agissent aux lieu et place du président, chaque fois que ce dernier est absent ou empêché. En cas de décès ou de démission du président, le vice-président le plus ancien le remplace jusqu'à l'élection d'un nouveau président.

Si le président ou un vice-président meurt ou se démet de sa fonction pendant la durée de son mandat, le Comité International Olympique en élit un nouveau à sa prochaine session.

Le président et les vice-présidents font partie de droit de toutes les commissions ou sous-commissions nommées par le Comité.

Commission Exécutive.

13. Pour administrer ses affaires courantes, le Comité International Olympique élit parmi ses membres une Commission Exécutive.

Cette Commission est composée du président, de deux vice-présidents et de quatre membres.

Ces quatre membres sont élus pour quatre ans, et sont renouvelés annuellement par roulement.

Un membre de la Commission Exécutive ne peut être réélu dans l'année qui suit la fin de son mandat.

S'il meurt ou cesse ses fonctions, le Comité International Olympique, à sa prochaine session, élit un de ses membres qui le remplace jusqu'à l'échéance de son mandat. Un membre élu de cette façon est aussitôt rééligible.

La Commission Exécutive peut nommer par cooptation un membre du Comité International Olympique pour combler une vacance survenue fortuitement dans son sein. Le membre ainsi choisi ne reste en fonction que jusqu'à la prochaine session du Comité International Olympique, où celui-ci homologue sa nomination ou le remplace par l'élection d'un autre membre à la Commission Exécutive.

14. La Commission Exécutive remplit les tâches qui lui sont confiées par le Comité International Olympique; elle assume en particulier la gestion des finances du Comité International Olympique auquel elle présente un rapport financier annuel. Elle a la garde des archives du Comité International Olympique et veille à la stricte observation des statuts et règlements des Jeux Olympiques. Elle propose au Comité International Olympique les personnalités à y élire comme membres et établit l'ordre du jour de ses sessions.

15. La Commission Exécutive ou le président seul peuvent prendre certaines initiatives ou décisions, quand les circonstances ne permettent pas au Comité International Olympique de les prendre lui-même, mais celles-ci doivent être soumises à la ratification du Comité International Olympique à sa prochaine session.

16. La Commission Exécutive peut décider la réunion de conférences de délégués des Fédérations Internationales dont les sports figurent aux Jeux Olympiques ou sont candidats à être admis aux Jeux, afin d'examiner les questions d'ordre général concernant ces sports dans leurs rapports avec les Jeux Olympiques. Chaque Fédération invitée à participer à ces conférences a le droit d'y envoyer au maximum deux délégués.

La Commission Exécutive peut également prévoir des conférences avec les délégués des Comités Nationaux Olympiques lorsqu'elle le juge nécessaire.

Ces conférences sont convoquées par le président du Comité International Olympique qui en désigne le lieu et la date et en règle toutes les questions de procédure. Il préside la conférence, dont l'ordre du jour est établi par la Commission Exécutive après consultation des groupements intéressés.

Chancelier et secrétaire.

17. Le Comité International Olympique appointe un chancelier et un secrétaire pour exécuter les tâches qui leur sont assignées. Ils sont nommés pour une durée et à des conditions fixées par le Comité. Le chancelier assiste à toutes les sessions du Comité International Olympique et de la Commission Exécutive, sans droit de vote.

Sessions.

18. Le Comité International Olympique se réunit sur convocation du président. Il est tenu de réunir une session chaque fois que la demande écrite lui en aura été faite par dix, au moins, de ses membres. Le lieu des sessions est fixé par le Comité.

Aucun délai d'avertissement n'est prévu pour les sessions. Cependant, les membres doivent être avertis de façon à leur donner le temps de se rendre à la session.

Un ordre du jour de la session doit accompagner la convocation.

Une question n'y figurant pas peut être valablement discutée en séance, avec l'autorisation du président.

19. Le président ou, en son absence, un vice-président, préside les séances du Comité. En l'absence du président et des vice-présidents, le Comité élit un de ses membres pour présider la séance. Le quorum requis pour une séance est de 25. Les résolutions (sauf l'exception prévue à l'art. 50) sont adoptées à la majorité des votants. Chaque membre présent dispose d'une voix. Le vote par procuration n'est pas admis. Le vote a lieu au scrutin secret si le président en décide ainsi ou sur requête d'un membre présent. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Toute question de procédure relative aux séances du Comité et ne figurant pas dans ces règles est tranchée par le président de la séance.

Vote par correspondance.

20. Le président peut faire voter une résolution par correspondance. Si la majorité des réponses est en faveur de la résolution et si le nombre des réponses n'est pas inférieur à 35, la résolution est adoptée. Le résultat doit être porté à la connaissance du Comité à sa session suivante.

Cotisations et contribution.

21. Le Comité International Olympique fixe le montant de la cotisation annuelle de ses membres. Les Comités chargés de l'organisation des Jeux Olympiques et des Jeux d'hiver doivent lui verser une somme déterminée d'un commun accord, comme contribution à ses dépenses.

Siège social.

22. Le siège social du Comité est à la Campagne Mon Repos, à Lausanne, Suisse.

Autorité suprême.

23. Le Comité International Olympique est l'arbitre, en dernier ressort, de toutes les questions concernant les Jeux et le mouvement olympique. Il délègue toutefois son autorité aux Fédérations Internationales pour le contrôle technique de leurs sports respectifs. En toutes autres matières les pouvoirs du Comité International Olympique sont souverains.

III

COMITÉS NATIONAUX OLYMPIQUES.

24. Seuls les Comités Nationaux Olympiques reconnus par le Comité International Olympique ont compétence pour inscrire les concurrents aux Jeux Olympiques. Aussi, pour que les athlètes d'un pays puissent participer aux Jeux Olympiques, doit-il y avoir dans ce pays un Comité National Olympique dûment constitué et reconnu, exerçant son activité conformément aux règlements olympiques et au haut idéal du Mouvement Olympique.

Les Comités Nationaux Olympiques ont pour but de veiller au développement et à la protection du Mouvement Olympique et du sport amateur. Ils doivent collaborer avec les organes directeurs nationaux du sport amateur (Fédérations Nationales) affiliés aux Fédérations Internationales reconnues par le Comité International Olympique comme défendant et faisant respecter les règles de l'amateurisme. Ils sont les seuls à détenir le droit de faire usage du drapeau et de l'emblème olympiques, et ils en limiteront autant que possible l'emploi, ainsi que celui des termes « olympique » et « olympiade », aux activités se rapportant aux Jeux Olympiques. Tout usage commercial du drapeau et de l'emblème olympiques est interdit. Ils ont le devoir — en collaboration avec les Fédérations Nationales — d'organiser et de contrôler la représentation de leurs pays aux Jeux Olympiques. Ils pourvoient à l'équipement, au transport et au logement de cette représentation. D'une façon générale, les Comités Nationaux Olympiques sont des organismes sans but lucratif, consacrés à l'encouragement et à la propagation de l'éducation physique, morale et culturelle de la jeunesse du pays, en vue de développer son caractère, sa santé et son sens civique.

Ils font respecter toutes les règles du Comité International Olympique.

Étant donné l'importance des Comités Nationaux Olympiques, gardiens de la tradition et responsables du Mouvement Olympique dans leurs pays, leurs membres doivent être l'objet d'une sélection rigoureuse. On s'efforcera de les recruter parmi des personnalités marquantes, de caractère droit, de jugement sûr, d'esprit indépendant. Les membres des Comités Nationaux Olympiques doivent avoir foi dans l'Olympisme et une parfaite connaissance de ses principes.

Ils devront être composés :

- a) des membres du Comité International Olympique de leur pays ;

b) d'au moins un représentant qualifié nommé par chaque Fédération Nationale reconnue dont le sport figure au programme des Jeux Olympiques. Ces représentants doivent constituer la majorité votante du Comité National Olympique.

Ne peuvent être admis au sein d'un Comité National Olympique :

- 1) tout compétiteur ayant été classé professionnel dans un sport quelconque ;
- 2) toute personne tirant un profit personnel du sport (à l'exception de celles qui occupent des postes purement administratifs en rapport avec le sport amateur) ;
- 3) toute personne ayant rempli les fonctions d'entraîneur, etc. contre rétribution.

Des exceptions aux cas précités peuvent être faites par la Commission Exécutive du Comité International Olympique, dans des circonstances spéciales, sur proposition du Comité National intéressé.

Un Comité National Olympique ne doit pas reconnaître plus d'une Fédération Nationale pour chaque sport, et cette Fédération doit être affiliée à la Fédération Internationale reconnue par le Comité International Olympique.

Le bureau et les membres d'un Comité National Olympique sont élus au moins tous les quatre ans, au cours d'une réunion convoquée expressément à cet effet.

Par cooptation, et sous réserve de la clause restrictive *b* ci-dessus, ils peuvent s'adjoindre certaines personnes ayant rendu des services exceptionnels ou capables de servir la cause du Mouvement Olympique.

Les membres des Comités Nationaux Olympiques n'accepteront ni salaires, ni gratifications d'aucune nature, en dédommagement de leurs fonctions. Toutefois, ils pourront accepter d'être remboursés pour leurs frais de transport, de logement et autres dépenses justifiées, imposés par leurs obligations.

Les Comités Nationaux Olympiques sont responsables du comportement des membres de leurs délégations. Ce sont eux qui prennent tous arrangements relatifs à la participation aux Jeux Olympiques. Toutes communications à ce sujet doivent leur être adressées.

Pour être reconnus, les statuts et règlements des Comités Nationaux Olympiques devront être soumis à l'approbation du Comité International Olympique. A cet effet, il sera adressé à celui-ci un exemplaire certifié des textes, avec, si nécessaire, une traduction en français ou en anglais, également certifiée conforme. Tous changements ultérieurs doivent faire l'objet d'un rapport aux fins d'obtenir l'approbation du Comité International Olympique.

Dans l'éventualité où l'un ou l'autre des règlements ou des actes d'un Comité National Olympique serait en contradiction avec les règles olympiques, le membre du Comité International Olympique pour ce pays doit adresser un rapport sur la situation au président du Comité International Olympique, afin de lui permettre de prendre les mesures appropriées. Si le pays n'a pas de délégué du Comité International Olympique, le président peut nommer un membre d'un autre pays pour faire un rapport après enquête.

25. Les Comités Nationaux Olympiques doivent être complètement indépendants et autonomes et à l'abri de toute influence politique, confessionnelle ou commerciale.

IV REGLES GENERALES DES JEUX OLYMPIQUES

Définition de l'amateur.

26. Un amateur est celui qui s'adonne et s'est toujours adonné par goût et par diversion, ou pour son bien-être physique ou moral, à la pratique du sport, sans en tirer aucun profit matériel, directement ou indirectement. En outre, il doit observer les règles de la Fédération Internationale du sport qu'il pratique.

Conditions requises pour pouvoir porter les couleurs d'un pays.

27. Peuvent seuls être admis à porter les couleurs d'une nation aux Jeux Olympiques les nationaux de ce pays. Si un concurrent est un sujet naturalisé, la preuve doit être fournie qu'il a toujours été un amateur, conformément aux règles admises par le sport particulier dans lequel il désire concourir. Quiconque a déjà pris part aux Jeux Olympiques sous les couleurs d'une nation, ne peut, dans les Jeux Olympiques suivants, porter celles d'une autre nation, à moins que son précédent pays ou lieu de naissance n'ait été incorporé à un autre Etat, qu'il se soit engagé sous les couleurs du premier pays parce qu'à l'époque son pays natal n'avait pas encore de Comité Olympique, ou dans le cas d'une femme qui aurait acquis une nouvelle nationalité par son mariage.

Les concurrents, citoyens ou sujets d'un dominion ou d'une colonie, nés dans le dominion ou la colonie, sont autorisés à porter les couleurs de la métropole, si le dominion ou la colonie ne possède pas de Comité Olympique. Les nationaux du dominion ou de la colonie et ceux de la métropole sont autorisés à porter l'une ou l'autre de ces couleurs, à condition d'avoir séjourné au moins cinq ans dans le dominion, la colonie ou la métropole dont ils désirent porter les couleurs, et qu'il leur soit légalement impossible de se faire naturaliser citoyen du dit pays.

Quiconque est né à l'étranger peut porter les couleurs du pays d'origine de ses parents, à condition d'avoir fait reconnaître sa nationalité d'origine et de n'avoir pas déjà porté les couleurs, aux Jeux Olympiques, du pays où il est né.

Limite d'âge.

28. Aucune limite d'âge n'est prescrite par le Comité International Olympique pour les concurrents aux Jeux Olympiques.

Participation des femmes.

29. Les femmes sont admises aux épreuves suivantes selon les règlements des Fédérations Internationales intéressées : Athlétisme, Escrime, Gymnastique, Natation, Canoé, Patinage Artistique, Ski, Yachting et Sports Équestres et participer à la manifestation d'Art.

Programme.

30. Conformément aux principes fondamentaux, règle 4, les sports suivants doivent figurer au programme officiel :

Athlétisme

Gymnastique

Sport de Combat (Boxe, Escrime, Lutte, Tir)

Sports Nautiques (Aviron, Natation, Plongeon)

Sports Équestres

Cyclisme

Pentathlon Moderne

Poids et Haltères

Yachting

et une manifestation d'Art (Architecture, Littérature, Musique, Peinture, Sculpture et Photographie).

Peuvent être inclus au programme, au choix du Comité Organisateur, les sports suivants :

Football, Water-Polo, Hockey, Handball, Basketball et Canoé.

Seuls les sports largement pratiqués dans vingt pays au moins peuvent être inclus au programme des Jeux Olympiques. Le programme en doit être soumis au Comité International Olympique pour approbation au moins deux ans avant la date d'ouverture des Jeux. Aucune modification ne peut intervenir après ce délai.

Le Comité International Olympique, d'accord avec les Fédérations Internationales intéressées, décidera quelles compétitions pourront avoir lieu dans chaque sport. Pour qu'une compétition individuelle puisse se disputer, il faut qu'il y ait au moins douze nations inscrites. Pour une compétition d'équipes, il faut au moins six inscriptions. Pour les sports d'équipes, seize équipes seulement pourront prendre part aux Jeux, la Fédération Internationale intéressée devant procéder aux éliminatoires, si c'est nécessaire, avant l'ouverture des Jeux.

Le Comité International Olympique a le droit d'éliminer du programme un sport ou une compétition.

Programme d'Art.

31. Le Comité Organisateur mettra sur pied une manifestation ou exposition d'Art (Architecture, Musique, Littérature, Peinture, Sculpture et Photographie), sous réserve de l'approbation du Comité International Olympique, et fixera les dates auxquelles ces démonstrations ou expositions auront lieu.

Cette partie du programme doit être à hauteur de la classe des compétitions sportives et avoir lieu dans le même temps.

Les manifestations d'Art peuvent aussi comprendre des ballets, du théâtre et de la musique symphonique, de thèmes classiques ou non.

Démonstrations.

32. Le Comité Organisateur des Jeux peut ajouter au programme deux sports de démonstration :

un sport national et un sport étranger.

Aucune médaille olympique ne sera accordée pour ces démonstrations.

Jeux Olympiques d'hiver.

33. Les sports suivants peuvent figurer au programme des Jeux d'hiver :

Ski, Patinage, Hockey sur Glace, Bobsleigh, Luge, et une épreuve spéciale de Tir et de Ski combinés.

Les sports d'hiver non régis par une Fédération Internationale reconnue ne peuvent figurer au programme des Jeux que sous le titre de « démonstrations ». Pour chacun des sports, les épreuves admises sont celles régies par les règlements techniques des Fédérations Internationales. Les médailles et diplômes doivent être différents de ceux employés pour les Jeux Olympiques. A moins qu'il n'en soit formellement stipulé autrement, les Jeux Olympiques d'hiver sont régis par les règles générales et règlements adoptés pour les Jeux Olympiques.

Engagements.

34. Seuls les Comités Nationaux Olympiques reconnus par le Comité International Olympique sont compétents pour engager les concurrents aux Jeux Olympiques. Si un pays n'a pas de Comité National

Olympique, il doit en constituer un et le faire reconnaître par le Comité International Olympique, avant d'être autorisé à prendre part aux Jeux Olympiques.

Les engagements sont communiqués par les Fédérations Nationales au Comité National Olympique, afin qu'ils puissent être transmis s'ils sont approuvés au Comité Organisateur des Jeux. Le Comité Organisateur est tenu d'en accuser réception. Une Fédération Nationale peut faire appel au Comité International Olympique, par l'entremise de sa Fédération Internationale.

Six semaines au moins avant la date d'ouverture des Jeux, la liste des sports et des épreuves auxquels une nation participe doit être soumise au Comité Organisateur. Cette liste peut être communiquée par télégramme, à confirmer ultérieurement. Les noms des concurrents doivent être communiqués au Comité Organisateur au moins quatorze jours avant la date de la première épreuve de chaque sport, et aucune modification ne peut plus y être apportée. Tous les engagements doivent être imprimés ou dactylographiés, sur formules spéciales et en double exemplaire.

Pour être admis à participer aux Jeux Olympiques, un compétiteur doit être amateur, selon la définition précisée à l'art. 26 des présentes règles, et être ressortissant de la Fédération Internationale reconnue par le Comité International Olympique régissant le sport qu'il pratique.

Au cas où un sport déterminé n'aurait pas de Fédération Nationale dans un pays où, par contre, existe un Comité National Olympique reconnu, celui-ci peut accepter des engagements individuels dans ce sport aux Jeux Olympiques, sous réserve de l'approbation du Comité International Olympique et de la Fédération Internationale régissant ce sport.

La formule d'engagement doit contenir la déclaration suivante signée par l'athlète :

Je soussigné déclare sur l'honneur être amateur, avoir l'intention de le demeurer, et remplir les conditions requises par les règles olympiques.

La Fédération Nationale régissant ce sport devra contresigner cette déclaration en confirmant son exactitude, dans la mesure où elle aura eu les moyens de la vérifier.

Les engagements ne seront valables que si les prescriptions ci-dessus sont respectées.

Nombre d'engagements.

35. Le nombre maximum d'engagements de chaque nation dans chaque épreuve est arrêté par le Comité International Olympique, après entente avec la Fédération Internationale intéressée. Le nombre de ces engagements ne pourra dépasser :

a) pour les épreuves individuelles, 3 concurrents par pays (sans remplaçants) pour les Jeux d'été et d'hiver.

Des modifications peuvent être autorisées par le Comité International Olympique dans des cas spéciaux ;

b) pour les épreuves par équipes, une équipe par pays, avec le nombre de remplaçants arrêté par le Comité International Olympique d'accord avec la Fédération Internationale intéressée (voir règle N° 30).

Nombre d'Officiels.

36. Les officiels sont tous ceux qui, sans en faire partie, sont admis à accompagner une équipe olympique.

Le Comité d'Organisation des Jeux n'admettra au Village Olympique que le nombre d'officiels prescrit ci-après et annoncés par les Comités Nationaux Olympiques :

a) Pour 15 concurrents et moins, un officiel est autorisé par 3 concurrents.

b) pour les 55 concurrents suivants (de 15 à 70) un officiel supplémentaire par 5 concurrents.

c) pour les 98 concurrents suivants (de 70 à 168) un officiel supplémentaire par 7 concurrents.

d) pour les 135 concurrents suivants (de 168 à 303) un officiel supplémentaire par 9 concurrents.

e) pour 300 concurrents et plus le nombre des officiels n'excédera pas 15% de leur nombre.

Les arbitres, juges, chronométreurs et juges de touche, nommés par les Fédérations Internationales, ne sont pas compris dans le nombre des officiels, ni les soigneurs, palefreniers, masseurs, etc.

Délégués techniques.

37. Les Fédérations Internationales reconnues par le Comité International Olympique ont le contrôle de la direction technique de leur sport.

Elles désigneront un, ou, selon les cas, deux délégués techniques qui devront se trouver sur les lieux au plus tôt quinze jours avant les épreuves de leur sport, afin de vérifier si les terrains, pistes, parcours et engins sont conformes aux règles de leur Fédération. Un délégué de chaque Fédération Internationale devra se trouver sur place au moins cinq jours avant le commencement de la première épreuve de son sport, afin de prendre toutes dispositions nécessaires concernant les engagements. Les frais de séjour de ces délégués, pendant ce temps, et jusqu'au début de leur sport, seront à la charge du Comité Organisateur.

Officiels et Jury

38. Les officiels nécessaires et un jury pour chaque sport seront désignés par la Fédération Internationale intéressée.

Le Jury tranche toute question technique concernant son sport. Ses décisions sont irrévocables.

Les officiels et les membres de ces jurys devront être des amateurs.

Juridiction suprême.

39. La Commission Exécutive du Comité International Olympique tranche, en dernier ressort, tout litige de caractère non technique. (Seuls les Comités Nationaux Olympiques, les Fédérations Internationales ou le Comité Organisateur sont autorisés à lui soumettre ces litiges.)

D'autre part, elle est autorisée à intervenir directement dans tout conflit d'ordre non technique.

Sanctions en cas de fraude.

40. Un concurrent convaincu d'avoir transgressé sciemment les règles olympiques sera disqualifié et perdra le bénéfice de toutes les places qu'il aurait obtenues. Si la Fédération Nationale du pays concurrent est convaincue de complicité dans cette fraude, la nation à laquelle il appartient sera aussi disqualifiée dans le sport en question.

Prix.

41. Les prix olympiques seront fournis par le Comité Organisateur au Comité International Olympique qui les distribuera. Ils consistent en médailles et diplômes. Tous les participants aux Jeux ainsi que les officiels recevront une médaille commémorative. Pour les épreuves individuelles, le premier prix sera une médaille de vermeil et un diplôme, le deuxième une médaille d'argent et un diplôme, le troisième une médaille de bronze et un diplôme. Les médailles devront mentionner le sport bénéficiaire. Les concurrents qui se sont classés quatrième, cinquième et sixième, recevront également un diplôme. Tous les participants prenant part à une épreuve de barrage ont droit à une médaille.

Pour les épreuves par équipes, les participants à la finale ont droit à une médaille de vermeil et un diplôme, ceux de la deuxième équipe, une médaille d'argent et un diplôme, ceux de la troisième, une médaille de bronze et un diplôme. Les autres athlètes de ces équipes qui n'auraient pas participé aux finales ont droit à un diplôme mais sans médaille. Les membres d'une équipe classée 4^e, 5^e et 6^e recevront un diplôme sans médaille.

Dans les épreuves d'équipes où le classement est basé sur les résultats obtenus dans les épreuves individuelles, aucun concurrent ne pourra recevoir plus d'une médaille pour la même performance.

Les noms des vainqueurs seront gravés sur les murs du stade où les Jeux auront eu lieu.

Des diplômes et des médailles commémoratives seront remis à tous les officiels attachés aux équipes olympiques, qui sont certifiés par les Comités Nationaux Olympiques de leurs pays dans les limites prévues à l'art. 36.

Les juges, arbitres, chronométreurs, juges de touche, etc. aux Jeux Olympiques et certifiés par les Fédérations Internationales intéressées recevront également un diplôme et une médaille commémorative.

Tableau d'honneur.

42. Aux Jeux Olympiques il n'est reconnu aucun classement par pays. Un tableau d'honneur, portant les noms des six premiers concurrents classés dans chaque épreuve, sera établi par le Comité Organisateur et remis par lui au Comité International Olympique.

Brochures et programmes.

43. Pour chaque sport, une brochure explicative, un programme général et un programme journalier seront édités, en trois langues au moins, dont obligatoirement le français et l'anglais, et distribués par le Comité Organisateur à tous les Comités Nationaux Olympiques un an au moins avant l'ouverture des Jeux.

Les programmes officiels des Jeux Olympiques ne contiendront pas de publicité.

Fédérations Internationales Sportives.

44. Les Fédérations Internationales Sportives suivantes, dirigeant des sports olympiques, sont reconnues par le Comité International Olympique :

Fédération Internationale d'Athlétisme Amateur
Fédération Internationale des Sociétés d'Aviron
Fédération Internationale de Basketball Amateur
Fédération Internationale de Bobsleigh et de Tobogganing
Association Internationale de Boxe Amateur
Fédération Internationale de Canoé
Union Cycliste Internationale
Fédération Équestre Internationale
Fédération Internationale d'Escrime
Fédération Internationale de Football-Association
Fédération Internationale de Gymnastique
Fédération Internationale Haltérophile et Culturiste
Fédération Internationale de Handball
Fédération Internationale de Hockey sur Gazon
Ligue Internationale de Hockey sur Glace
Fédération Internationale de Lutte Amateur
Fédération Internationale de Natation Amateur
Union Internationale de Patinage
Union Internationale de Pentathlon Moderne
Fédération Internationale de Ski
Union Internationale de Tir
Union Internationale de Yachting

Frais de déplacement.

45. Le Comité Organisateur doit veiller à faire réduire au minimum les frais de voyage et de logement des concurrents et officiels.

Logement.

46. Le Comité Organisateur aménagera un Village Olympique pour hommes et un pour femmes de façon que les concurrents soient tous hébergés en un même lieu et trouvent à se nourrir à un prix raisonnable.

Les villages seront placés aussi près que possible du stade principal, des terrains d'entraînement et des autres installations.

Attachés.

47. Pour faciliter leur collaboration, le Comité Organisateur, après entente avec les Comités Nationaux Olympiques, désignera un « attaché » pour chaque pays. Il est désirable que l'attaché parle la langue du pays auquel il est affecté.

L'attaché ainsi désigné doit se mettre en rapport avec le Comité Organisateur au moins six mois avant l'ouverture des Jeux. Chaque attaché, sous le contrôle du Comité Organisateur, a pour mission :

- a) d'organiser le voyage et le logement de son équipe ;
- b) de servir d'intermédiaire entre le Comité Organisateur et le Comité National Olympique auprès duquel il est affecté.

Places réservées.

48. Des places gratuites seront réservées au stade principal comme suit :

Tribune A Aux membres du Comité International Olympique et à un membre de leurs familles. La loge du souverain ou chef d'Etat et leur suite sera incluse dans la tribune A.

Tribune B Au président et au secrétaire général de chaque Comité National Olympique et de chaque Fédération Internationale, et à un membre de leurs familles.
Les tribunes A et B seront adjacentes.

Tribune C Aux membres des Comités Nationaux Olympiques et à leurs invités, à raison d'une carte par vingt concurrents,
Au « chef de mission » de chaque pays participant,
Aux membres des Comités du pays organisateur.

Tribune D Aux membres des divers jurys.

Tribune E A la presse (1000 au maximum), photographes (150 au maximum) et aux opérateurs et reporters de la radio ou télévision (150 au maximum). Pour les Jeux Olympiques d'hiver ces chiffres sont respectivement de 400 pour les journalistes et photographes et 75 pour les opérateurs et reporters de la radio et télévision.

En outre, 1500 places doivent être réservées aux concurrents près de la ligne d'arrivée (250 pour les Jeux Olympiques d'hiver).

Dans les autres stades :

- une tribune pour les occupants des tribunes *A* et *B* ;
- une tribune où seront admis, en proportion du nombre des places disponibles, les occupants des tribunes *C* et *D* ;
- une tribune pour les concurrents du sport dont se déroulent les épreuves, à l'exclusion des autres ;
- des aménagements convenables doivent être réservés pour les occupants de la tribune *E*.

Des moyens de transport spéciaux seront mis à la disposition des membres du Comité International Olympique pour se rendre aux différentes épreuves.

Une place de parc pour les autos des occupants des tribunes *A* et *B* devra être prévue à proximité des entrées principales des différents stades ; des placards et des cartes d'identification spéciales seront remises pour ces voitures.

Photographies et Films.

49. Le Comité Organisateur devra prendre les dispositions nécessaires pour que les épreuves finales des Jeux soient intégralement perpétuées par des prises photographiques et cinématographiques et de telle sorte qu'elles ne gênent en aucune façon le bon ordre des épreuves. Il possédera les droits d'exclusivité de ce film pendant un an à dater de la clôture des Jeux. A ce moment une copie de l'ensemble de ces prises devra être remise, à titre gracieux, au Comité International Olympique pour son musée. Les Comités Nationaux Olympiques ainsi que les Fédérations Internationales pourront s'en procurer des exemplaires à un prix raisonnable. Immédiatement après les Jeux un film de 16mm. et d'un métrage de 30 minutes donnant les phases principales des Jeux

doit être mis à la disposition des Comités Nationaux Olympiques et des Fédérations Internationales, au prix coûtant, pour leurs besoins non-commerciaux seulement.

Les Fédérations Internationales sont autorisées à prendre des films techniques de 16 mm. de leurs épreuves respectives, à des fins non-commerciales seulement. Le Comité Organisateur prendra les mesures nécessaires pour que des bandes d'actualités soient émises à un prix raisonnable.

Modifications aux Règles et texte officiel.

50. Les présents statuts ainsi que les règles et Protocole des Jeux Olympiques, ne peuvent être modifiés que si les deux tiers des membres du Comité International Olympique présents à la session votent en faveur de cette modification et que vingt-cinq membres au moins aient voté en faveur de la modification. Le vote doit être secret.

Les langues officielles du Comité International Olympique sont le français et l'anglais. En cas de désaccord sur l'interprétation de ces règles et règlements, le texte français fait autorité.

V

PROTOCOLE DES JEUX OLYMPIQUES

Dispositions générales.

51. Le Comité International Olympique désigne la ville où les Jeux Olympiques seront célébrés. Cette décision, à moins de circonstances exceptionnelles, doit intervenir au moins quatre ans à l'avance. Le Comité International Olympique confie l'organisation des Jeux au Comité National Olympique du pays où ils auront lieu. Ce Comité National Olympique peut déléguer le mandat qui lui est confié à un comité spécial d'organisation qui correspond dès lors directement avec le Comité International Olympique. Les pouvoirs de ce Comité d'Organisation expirent avec la période des Jeux.

Epoque et durée des Jeux Olympiques.

52. Les Jeux Olympiques doivent avoir lieu au cours de la première année de l'Olympiade qu'ils sont destinés à célébrer (par ex., en 1932 pour la Xe Olympiade, 1952 pour la XVe). Sous aucun prétexte, ils ne peuvent être renvoyés à une autre année. Leur non-célébration au cours de cette année-là équivaut à la non-célébration de l'Olympiade et entraîne l'annulation des droits de la cité désignée sans que celle-ci puisse les revendiquer pour l'Olympiade suivante.

L'époque de l'année à laquelle doivent se tenir les Jeux n'est pas déterminée, mais sera proposée au Comité International Olympique par le Comité d'Organisation. Le Comité International Olympique seul en décidera.

La durée des Jeux ne doit pas excéder seize jours, y compris le jour de l'ouverture. Les Jeux Olympiques d'hiver se dérouleront dans un laps de temps de dix jours.

Enceinte Olympique.

53. Les épreuves doivent toutes avoir lieu dans la ville choisie, de préférence au stade principal ou dans ses environs immédiats. La ville désignée ne peut partager son privilège avec aucune autre, ni autoriser aucune dérogation au programme et aux règlements olympiques.

Prérogatives et devoirs du Comité Organisateur.

54. Le Comité Organisateur doit, en ce qui concerne les Jeux Olympiques, prendre toutes dispositions nécessaires, celles-ci restant soumises à l'approbation du Comité International Olympique.

Pour ce qui relève de l'organisation technique des Jeux, le Comité Organisateur doit consulter les Fédérations Internationales intéressées. Il doit veiller à ce que les divers sports soient placés sur un pied d'égalité, et que les uns ne se trouvent pas favorisés au détriment des autres. Il est astreint à faire figurer ces divers sports dans le programme, mais il tiendra compte, dans la mesure où les conditions locales le permettront, des vœux exprimés par les Fédérations Internationales. Il devra également organiser et contrôler la manifestation d'Art qui constitue un des éléments essentiels des Jeux.

Il soumettra au Comité International Olympique un rapport complet imprimé sur la célébration des Jeux dans les deux ans qui suivent leur clôture.

Invitations et formules.

55. Les invitations à prendre part aux Jeux sont adressées par le Comité Organisateur, conformément aux instructions reçues du Comité International Olympique. Elles sont envoyées aux Comités Nationaux Olympiques reconnus de chaque pays et doivent être rédigées dans les termes suivants : *Le Comité Organisateur des Jeux Olympiques de 19.., se conformant aux instructions du Comité International Olympique, a l'honneur de vous inviter à prendre part aux concours et aux fêtes qui auront lieu à...., du.... au....*

Tous les documents (invitations, listes d'engagements, cartes d'entrée, programmes, etc.) imprimés au cours des Jeux, ainsi que les insignes distribués, doivent porter comme en-tête le chiffre de l'Olympiade et le nom de la ville où elle est célébrée (par ex. : Ve Olympiade, Stockholm, 1912. — XVe Olympiade, Helsinki 1952).

Drapeau et emblème.

56. Dans le stade et à ses alentours, le drapeau olympique doit être abondamment mêlé aux drapeaux des délégations participantes. Un drapeau olympique de grande dimension doit flotter, pendant toute la durée des Jeux, dans l'arène, à un mât central où il est hissé au moment de la proclamation de l'ouverture, et d'où il est descendu à la fin de la cérémonie de clôture.

Le drapeau olympique est à fond blanc sans bordure ; il porte au centre cinq anneaux entrelacés : bleu, jaune, noir, vert, rouge. L'anneau bleu, placé en haut à gauche, est le plus près du mât. Le modèle

présenté par le Baron de Coubertin au Congrès Olympique de Paris en 1914 est le modèle réglementaire. Ces anneaux et la devise « Citius, Altius, Fortius » constituent l'emblème olympique. Cet emblème est la propriété exclusive du Comité International Olympique. Son emploi à des fins commerciales est strictement interdit.

Cérémonie d'ouverture

57. Le souverain ou le chef de l'Etat qui a été invité à proclamer l'ouverture des Jeux Olympiques est reçu à l'entrée du stade par le président du Comité International Olympique et le président du Comité Organisateur, qui lui présentent respectivement leurs collègues. Les deux présidents conduisent ensuite le souverain ou le chef de l'Etat et les personnes de sa suite à sa loge, dans la tribune d'honneur, où il est salué par l'hymne national de son pays. Les membres du Comité International Olympique et du Comité Organisateur vont alors retrouver leurs places dans la tribune qui leur est réservée.

Sitôt après commence le défilé des athlètes. Chaque délégation, en tenue officielle de sport, doit être précédée d'une enseigne portant le nom du pays correspondant et accompagnée de son drapeau national. Les nations défilent dans l'ordre alphabétique de la langue du pays qui organise les Jeux, sauf la Grèce qui ouvre la marche et le pays invitant qui la ferme. Seuls peuvent prendre part au défilé les participants aux Jeux accompagnés de trois officiels au maximum par contingent. Les athlètes saluent le souverain ou le chef de l'Etat en tournant la tête vers sa loge et en inclinant leurs drapeaux. Ces drapeaux de même que les enseignes (avec leurs porteurs) seront fournis par le Comité Organisateur et seront tous de la même dimension. Chaque délégation, ayant accompli le tour du stade, vient se ranger sur la pelouse centrale en colonne profonde, derrière son enseigne et son drapeau, face à la tribune d'honneur.

Puis le président du Comité Organisateur monte au rostre et prononce un bref discours, qu'il termine en demandant au souverain ou au chef de l'Etat de vouloir bien proclamer l'ouverture des Jeux. Celui-ci se lève et dit : *Je proclame l'ouverture des Jeux Olympiques de... célébrant la... Olympiade de l'ère moderne.*

Aussitôt, une sonnerie de trompettes se fait entendre et, pendant que retentit l'hymne olympique, le drapeau olympique est lentement hissé au mât élevé dans l'arène. Après un lâcher de pigeons, le canon tire une salve de trois coups. Puis arrive le flambeau olympique,

venant d'Olympie, porté par un coureur. Celui-ci fait le tour de la piste et va allumer la flamme olympique qui ne sera éteinte qu'à la clôture des Jeux.

Si une cérémonie religieuse a été prévue, c'est à ce moment qu'elle doit être célébrée.

Le serment solennel est alors prononcé au cours de la cérémonie suivante :

Un athlète du pays invitant monte au rostre accompagné du porte-drapeau de son pays. Tenant le pan du drapeau de sa main droite — les porte-drapeau des autres pays rangés en demi-cercle autour du rostre — il prononce au nom de tous les athlètes le serment suivant :

Nous jurons que nous nous présentons aux Jeux Olympiques en concurrents loyaux, respectueux des règlements qui les régissent et désireux d'y participer dans un esprit chevaleresque pour la gloire du sport et l'honneur de nos pays.

L'hymne national du pays organisateur est alors joué ou chanté. Puis les athlètes quittent l'arène par la voie la plus courte. La cérémonie étant ainsi terminée, les compétitions peuvent commencer aussitôt, et des démonstrations ou exercices gymniques peuvent avoir lieu.

Distribution des prix.

58. Les médailles seront remises au cours des Jeux par le président du Comité International Olympique ou par un membre désigné par lui, si possible à l'issue et au lieu même de la compétition, et de la façon suivante : les athlètes classés premier, deuxième et troisième prennent place dans l'arène, en costume de sport, face à la tribune officielle, sur un podium, le vainqueur légèrement surélevé par rapport au second, placé à sa droite, et du troisième, placé à sa gauche. Le drapeau national du gagnant sera hissé au mât central, ceux du deuxième et du troisième lauréat, à deux mâts voisins, à droite et à gauche du mât central, face à l'arène. Pendant que retentira l'hymne national (abrégé) du pays vainqueur, les trois athlètes et les spectateurs se tourneront vers les drapeaux.

Cérémonie de clôture.

59. La cérémonie doit avoir lieu au stade, à l'issue de la dernière épreuve. Les porte-drapeau des délégations participantes et leurs enseignes entrent en file dans l'arène dans le même ordre et prennent la

même place que pour la cérémonie d'ouverture des Jeux. Les porte-drapeau vont ensuite se placer en demi-cercle derrière le rostre.

Le président du Comité International Olympique, accompagné du président du Comité Organisateur et du maire de la ville, se rend au pied du rostre. Aux sons de l'hymne grec, le drapeau hellénique est alors hissé au mât, à droite du mât central utilisé pour les vainqueurs. Puis le drapeau du pays où se sont déroulés les Jeux est hissé au mât central, tandis que retentit son hymne national. Enfin, le drapeau du pays choisi pour organiser les prochains Jeux est hissé au mât de gauche, pendant que retentit l'hymne de ce dernier pays.

Le président du Comité International Olympique monte alors au rostre et prononce la clôture des Jeux en ces termes :

Au nom du Comité International Olympique, après avoir offert à ... et au peuple ... (noms du chef de l'Etat et de la nation), aux autorités de la ville de ... (nom de la ville) et au Comité Organisateur des Jeux l'hommage de notre profonde gratitude, nous proclamons la clôture des ... Jeux Olympiques et, selon la tradition, nous convions la jeunesse de tous les pays à s'assembler dans quatre ans à ... (au cas où la ville n'est pas encore désignée, le nom de la ville est remplacé par ces mots : « au lieu qui sera choisi »), pour y célébrer avec nous les Jeux de la ... Olympiade. Puissent-ils être une source d'allégresse et de concorde. Puisse ainsi le flambeau olympique se transmettre, à travers les âges, pour le bien de l'humanité, avec toujours plus d'enthousiasme, de loyauté et de ferveur.

Le maire de la ville monte alors au rostre et reçoit des mains du président du Comité International Olympique le drapeau olympique (en satin brodé, donné en 1920 par le Comité Olympique Belge) que celui-ci a reçu des mains du représentant de la ville où se sont déroulés les Jeux précédents. Pour les Jeux Olympiques d'hiver, il existe un autre drapeau offert en 1952 par la ville d'Oslo. Chacun des drapeaux doit être conservé jusqu'aux Jeux suivants dans le principal édifice municipal de la ville.

Puis retentit une fanfare, la flamme olympique est éteinte et, pendant qu'est joué l'hymne olympique, le drapeau olympique est descendu lentement du mât, salué par cinq coups de canon, et les chœurs entonnent un chant d'adieu. L'étendard et les porte-drapeau quittent alors le stade aux sons de la musique.

Préséances.

60. Pendant la durée des Jeux, la préséance en matière olympique appartient aux membres du Comité International Olympique, suivis des membres du Comité Organisateur, des Présidents des Comités Nationaux Olympiques et des Présidents des Fédérations Internationales.

Le Comité Organisateur ne peut reconnaître comme officielle aucune délégation ou mission étrangère, ni admettre pour le contrôle des athlètes aucune autre autorité que celle des Comités Nationaux Olympiques, des Fédérations Internationales et du Comité International Olympique.

(FIN DES RÈGLES OLYMPIQUES)

NOTES

NOTES

NOTES

VI

CONDITIONS EXIGÉES DES VILLES CANDIDATES A L'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES

Les Jeux Olympiques sont la fête quadriennale de la jeunesse sportive de tous les pays du monde, obtenue grâce à la collaboration bénévole de milliers de sportifs amateurs, athlètes et officiels, de toutes les parties du monde civilisé. Ils n'ont jamais été une entreprise commerciale, puisque les bénéfices qui peuvent en résulter sont versés (après déduction de toutes les dépenses relatives à leur organisation) au Comité National Olympique du pays où ils se sont déroulés, en vue de la diffusion du Mouvement Olympique et du développement du sport amateur. Dans la plupart des villes où se sont déroulés les Jeux, le bénéfice pécuniaire a été modeste mais les avantages moraux qui en sont résultés sont considérables. Il y a lieu de noter le prestige qu'en retire la ville organisatrice, ainsi que l'acquisition des installations sportives permanentes édifiées à l'occasion des Jeux, et qui sont dans la suite utilisées au profit des générations futures. Pendant toute la durée des Jeux, la cité choisie devient une capitale du sport universel, point de mire de tous les sportifs du monde.

Les Jeux Olympiques sont placés sous le contrôle et la direction du Comité International Olympique, fondé par le Baron de Coubertin, aux efforts duquel on doit le rétablissement des Jeux en 1896. Il convient d'étudier avec soin les règles et les règlements du Comité International Olympique avant de faire acte de candidature.

Toute candidature à l'organisation des Jeux Olympiques doit être présentée par le maire ou par la plus haute autorité de la ville, puis soumise par écrit au Comité International Olympique, Campagne Mon-Repos Lausanne (Suisse), au moins cinq ans à l'avance. Elle doit être appuyée par le Comité National Olympique du pays intéressé. Chaque pays n'a le droit de présenter qu'une seule candidature. Le Comité National Olympique en fixera le choix et fera suivre l'invitation au Comité International Olympique. Le Comité National Olympique, après avoir consulté les autorités de la ville candidate, nommera le Comité d'Organisation. Les représentants des pouvoirs civils en font partie d'office. Toute invitation doit au préalable avoir été approuvée par le gouvernement du pays intéressé, afin de réaliser une collaboration totale.

Toute candidature doit spécifier que, pendant la durée des Jeux, aucune démonstration politique ne se déroulera dans le stade ou sur un autre terrain de sport, ni dans les villages olympiques, et que la ville invitante n'a pas l'intention de se servir des Jeux dans un autre but que l'intérêt du mouvement Olympique.

Les Jeux doivent être organisés conformément aux règles du Comité International Olympique et leur programme doit être soumis à son approbation. Toutes les installations techniques doivent être conformes aux règlements des Fédérations Internationales.

Afin de sauvegarder la dignité des Jeux Olympiques, toute exploitation commerciale excessive devra être évitée. D'autre part, il ne sera pas toléré de publicité ni d'installations à but commercial à l'intérieur du stade et sur tous les autres emplacements de sport.

Selon les règles actuelles, les sports suivants sont obligatoires :

Athlétisme - Gymnastique - Boxe - Escrime - Tir - Lutte - Aviron - Natation - Sports Equestres - Pentathlon Moderne - Cyclisme - Poids et Haltères et Yachting.

Un programme concernant les beaux-arts doit également être établi.

Les sports suivants sont facultatifs :

Football - Water-Polo - Hockey sur Gazon - Handball - Basketball et Canoé.

Le programme des Jeux d'hiver peut inclure :

Ski - Patinage - Hockey sur Glace - Bobsleigh - Luge et une épreuve spéciale de Tir et Ski combinés.

Le Comité Organisateur doit faire face aux exigences suivantes :

Tous les Comités Nationaux Olympiques reconnus par le Comité International Olympique ont le droit d'envoyer des participants aux Jeux. Aucune discrimination de religion, de race ou de politique n'est tolérée à l'égard d'un pays quelconque.

Les Jeux Olympiques doivent être organisés dignement ; ils ne peuvent être liés à une autre entreprise, telle que foire ou exposition. Pendant la durée des Jeux, aucune autre grande manifestation sportive ne peut avoir lieu.

Des installations adéquates doivent être aménagées pour tous les sports figurant au programme, à la satisfaction des Fédérations Internationales sportives intéressées. Elles doivent comprendre des terrains d'entraînement en quantité suffisante. Un Village Olympique pour hommes et un second pour femmes seront également prévus. Ils seront exclusivement réservés aux athlètes et officiels des différentes nations ainsi qu'un restaurant et tous les services qui en dépendent. (Le coût journalier pour la nourriture, le logement et les transports locaux des délégations devra être approuvé par le Comité International Olympique et sera compté au plus juste.)

Toutes ces installations, ainsi que les villages, doivent se trouver dans des centres d'accès faciles, et groupés dans la mesure du possible.

Un stade de glace artificielle doit être aménagé pour les Jeux Olympiques d'hiver.

Un rapport imprimé doit, dès la clôture des Jeux, être soumis au Comité International Olympique.

Des photos de toutes les épreuves doivent être prises ainsi qu'il est spécifié à l'article 49 des Règles Olympiques.

Un effort particulier doit être fait pour réduire au minimum les frais de voyage et de logement des concurrents et officiels. On interdira l'exploitation des visiteurs, participants et touristes. Des tarifs raisonnables seront établis pour les chambres d'hôtels, et, si possible, fixés d'avance. Les prix d'entrée au stade et sur les terrains de sports seront maintenus aussi bas que possible de manière à favoriser la présence d'une nombreuse assistance.

Des places doivent être réservées dans le stade principal, dans des enceintes juxtaposées, aux membres du Comité International Olympique, aux officiels des Comités Nationaux Olympiques et des Fédérations Internationales, ainsi qu'aux personnes prévues à l'article 48 des Règles Olympiques. Le transport des concurrents et officiels doit être assuré gratuitement pendant les Jeux.

Des arrangements adéquats doivent être assurés pour la presse, la télévision et la radio.

Les résultats de chaque épreuve doivent être communiqués journalièrement au Comité International Olympique, à la presse et à la radio. Il doit être fait mention sur les tableaux d'honneur et sur les programmes quotidiens que les Jeux sont des joutes entre athlètes et qu'il n'y a pas de classement par nation.

Des locaux satisfaisants doivent être fournis au Comité International Olympique et aux Fédérations Internationales pour leurs réunions. Pendant toute la durée des Jeux, un personnel de bureau compétent doit être tenu à la disposition du Comité International Olympique. L'article 21 des Règles Olympiques doit également être observé.

Toute réception, dîner ou manifestation organisés pour les concurrents et les officiels devront avoir l'approbation préalable du Comité International Olympique. Ils doivent en principe être évités pendant la durée des Jeux.

Toute candidature doit être accompagnée des réponses au questionnaire ci-dessous. Les invitations seront examinées par le Comité International Olympique qui choisira la ville qu'il considère comme la plus qualifiée pour organiser les Jeux dans l'intérêt même du Mouvement Olympique.

Questionnaire

- A) Certains sports sont obligatoires, d'autres facultatifs. Lesquels de ces derniers proposez-vous d'inclure au programme ?
- B) La durée des Jeux se limite à seize jours (dix pour les Jeux d'hiver). Quelles sont les dates que vous proposez ?
- C) Existe-t-il dans votre ville un organisme déjà constitué et suffisamment expérimenté pour organiser et diriger les Jeux ?
- D) De quelles installations sportives (stades, arènes, piscines, terrains d'entraînement, etc.) disposez-vous actuellement pour les Jeux ? Toutes ces installations doivent être à distance raisonnable les unes des autres et facilement accessibles depuis le Village Olympique. Un plan de la ville, situant les installations existantes et prévues, doit être fourni.
- E) Si vos installations sont insuffisantes, en aménagerez-vous d'autres ? Où et quand ?
- F) Avez-vous étudié les rapports officiels des derniers Jeux et êtes-vous prêts à assurer le succès des futurs Jeux ?
- G) Existe-t-il dans votre pays des lois, des usages ou des règlements permettant de limiter ou de restreindre les Jeux d'une façon quelconque ?

- H)* Quel genre de villages olympiques a-t-on prévu ? Où seront-ils situés ?
- I)* Comment les Jeux seront-ils financés ? De quels capitaux aurez-vous besoin et qui vous les procurera ?
- J)* Veuillez fournir des renseignements généraux sur votre ville : nombre d'habitants, climat (température maximum et minimum, saison et niveau des pluies, altitude), et les raisons pour lesquelles elle devrait être considérée comme un emplacement convenant aux Jeux Olympiques.
- K)* De quels genres de logements disposerez-vous pour les visiteurs ?
- L)* Citez d'autres manifestations internationales importantes qui ont déjà été organisées dans votre ville ?
- M)* Au cas où la célébration des Jeux serait accordée à votre ville, quelle garantie pouvez-vous offrir de leur réussite conformément aux Règles olympiques ?

*L'OLYMPISME TEND A ASSEMBLER
EN UN FAISCEAU RADIEUX
TOUS LES PRINCIPES CONCOURANT
AU
PERFECTIONNEMENT DE L'HOMME*

Sig. : Baron de Coubertin.

VII. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Introduction.

Avant 1894, le sport international n'avait que peu d'importance. En fait, il n'existait que fort peu de fédérations internationales sportives et, par conséquent, peu de règles et règlements reconnus internationalement. Tout le vaste programme de concours internationaux mis sur pied aujourd'hui découle presque entièrement du rétablissement des Jeux Olympiques en 1896. L'idée du Baron de Coubertin selon laquelle des programmes nationaux d'entraînement physique et de sport seraient un grand bienfait pour la jeunesse du monde, et que les Jeux Olympiques, sous une forme moderne contribueraient au bien de l'humanité s'est révélée exacte dans pratiquement tous les pays.

Le Comité International Olympique a défendu avec grand soin les principes du Mouvement Olympique si sagement esquissés par le Baron de Coubertin et les Jeux ont été préservés de toute ingérence politique et commerciale. Le Mouvement Olympique est construit sur les solides fondations du fair play et du bon esprit sportif et son grand succès est un témoignage de la justesse des vues de son fondateur.

1892 — Les débuts

C'est le 25 novembre 1892, lors d'une réunion organisée par l'Union des Sociétés françaises de Sports athlétiques pour célébrer son cinquième anniversaire et exposer les rapides progrès réalisés en un si bref délai par l'Union que, pour la première fois, le Baron de Coubertin parla de son projet de se vouer à la rénovation des Jeux Olympiques. Un nombreux auditoire occupait l'amphithéâtre de l'ancienne Sorbonne où devait se donner une série de conférences sur les sports athlétiques dans l'antiquité, au moyen âge et dans les temps modernes. Le Baron de Coubertin figurait parmi les orateurs et, c'est à la fin de son exposé qu'il fit part de sa décision historique.

Peu après, à sa demande, l'Union convoqua à un congrès international toutes les associations sportives importantes du monde, afin de discuter les règles et règlements, l'amateurisme et la rénovation des Jeux Olympiques. Le travail préparatoire fut confié à une commission, composée du Professeur W. M. Sloan, Etats-Unis d'Amérique, de M. C. Herbert, Grande-Bretagne, et du Baron de Coubertin. Deux réunions préliminaires eurent lieu, l'une à l'*University Club* de New-York, le 27 novembre 1893, et l'autre au *Sport Club* de Londres, le 7 février 1894. Le congrès commença ses travaux le 16 juin 1894, à Paris, et siégea pendant huit jours.

Les séances se tinrent dans le grand amphithéâtre de la nouvelle Sorbonne, devant un auditoire de 2000 personnes. Le sénateur Baron de Courcel présidait. Le 23 juin 1894, le projet de rétablissement des Jeux, présenté par le Baron de Coubertin, fut accepté à l'unanimité par les représentants de douze pays d'Europe et d'Amérique assistant au congrès. Les congressistes nommèrent le Comité International Olympique qui reste chargé du développement et de l'avancement du Mouvement Olympique. Le premier devoir de ce comité fut d'organiser les Jeux de la Première Olympiade des temps modernes qui eurent lieu à Athènes (Grèce), en 1896. Les membres rentrés dans leurs pays prêtèrent leur aide à l'organisation des Fédérations Nationales, où elles n'existaient pas encore, et des Comités Nationaux Olympiques furent créés dans tous les pays désirant participer aux Jeux (actuellement il y en a plus de quatre-vingts). La formation de Fédérations Internationales fut encouragée. Ainsi furent établies les fondations de l'énorme structure du sport international existant aujourd'hui.

Le Comité International Olympique

Le fait qui a peut-être le plus contribué au succès du Mouvement Olympique est la façon dont le Comité International Olympique, chargé de diriger le Mouvement, a été constitué par son prévoyant fondateur, le Baron de Coubertin. Les membres du comité primitif ont été personnellement choisis par lui. Ils l'ont été pour leur dévouement au Mouvement Olympique, et *étaient considérés comme les ambassadeurs du comité auprès de leurs pays respectifs*. Ils étaient financièrement indépendants et n'avaient aucune attache politique. Ils ont été choisis pour leur esprit international, et parce qu'ils étaient libres de toute influence économique et politique. On pouvait compter sur eux pour défendre tout ce qui était dans l'intérêt du Mouvement Olympique, même contre leur propre pays ou contre le ou les sports particuliers auxquels ils s'intéressaient personnellement. Il était institué que le comité se recrutait lui-même. Aucun système n'aurait pu être mieux conçu pour assurer le succès du Mouvement Olympique. Au début, ces premiers membres du Comité organisèrent souvent les Comités Nationaux Olympiques dans leurs pays respectifs, instituant ainsi le respect des principes olympiques.

C'est l'homme et non son pays d'origine qui compte. Le fait qui importe, c'est le caractère de l'individu et non le pays de sa naissance. La nécessité de cette méthode d'organisation devient difficile à faire comprendre à mesure que grandit et se répand autour du monde l'intérêt porté au Mouvement Olympique. Des pays nouveaux dans le Mouvement désirent savoir pourquoi ils ne sont pas représentés. Des nations ont demandé avec insistance à nommer un représentant au comité. Dans de nombreux pays, la façon de constituer le comité a été critiquée et déclarée surannée, non-démocratique et inadmissible. Mais les Jeux Olympiques ne tarderaient pas à perdre leur raison d'être s'ils étaient dirigés par un comité composé de membres se souciant davantage de faire progresser leurs propres intérêts plutôt que ceux du Mouvement Olympique lui-même. La reconnaissance d'un Comité National Olympique n'implique nullement l'obligation pour le Comité Olympique d'élire un membre de ce pays.

C'est en cela que réside la grande force du Comité International Olympique. Autoriser les pays à choisir leurs propres représentants

serait fatal. Des considérations politiques ne tarderaient pas à intervenir et tout le bon travail accompli depuis le rétablissement des Jeux Olympiques en 1896 serait bientôt anéanti. Le plus grand soin est pris pour choisir des membres qui soient des chefs dans leur propre pays, ayant une grande expérience du sport amateur et le connaissant à fond, des hommes au caractère bien trempé, jouissant de l'estime de leurs compatriotes, doués de compréhension internationale et d'un esprit indépendant. Plus de cinquante pays ont eu, à un moment donné, un membre au Comité International Olympique.

Le Comité International Olympique



DEMETRIUS VIKELAS
Président 1894-1896.



COMTE HENRI DE BAILLET-LATOURE
Président 1925-1941.



J. SIGFRID EDSTRÖM
Président 1946-1952.



AVERY BRUNDAGE
Président 1952-

Présidents

Premier : D. Vikelas (Grèce) 1894-1896.

Second : Baron P. de Coubertin (France) 1896-1925.

Troisième : Le Comte de Baillet-Latour (Belgique) 1925-1941.

Quatrième : J. Sigfried Edström (Suède) 1946-1952.

Cinquième : Avery Brundage (Etats-Unis) 1952-

(M. J.-S. Edström était Vice-Président sous la présidence du Comte de Baillet-Latour. A la mort de celui-ci, il fonctionna comme Président pendant la guerre et jusqu'à la première session d'après-guerre, à Lausanne, en septembre 1946, session où il fut élu Président.)

DEMETRIUS VIKELAS

Premier Président du Comité International Olympique
1894-1896

M. Vikelas n'avait pas de rapports particuliers avec le sport quand, chargé de représenter le Club Pan-Hellénique de Gymnastique, il arriva de Grèce pour assister au Congrès de Paris de 1894, au cours duquel le Baron de Coubertin proposa le rétablissement des Jeux Olympiques. Malgré son peu de connaissances techniques, il appuya avec le plus grand enthousiasme ce jeune projet. L'idée primitive était de célébrer les premiers Jeux à Paris, en 1900, mais M. Vikelas réussit à convaincre le comité qu'ils devraient se dérouler à Athènes, en mai 1896. A l'époque, les règlements du Comité International Olympique stipulaient que le président du comité devait être choisi dans le pays où auraient lieu les prochains Jeux. En conséquence, M. Vikelas fut élu à cette fonction. Nul ne travailla avec plus d'ardeur et de persévérance que lui à persuader ses concitoyens et le

Gouvernement grec d'accorder leur soutien à cet ambitieux projet. Ses efforts furent finalement couronnés de succès.

M. Vikelas était un ardent patriote et aimait passionnément son pays. Peu après la clôture des premiers Jeux, il donna sa démission du comité pour consacrer tout son temps au développement et à l'expansion de l'éducation populaire, dont la Grèce, disait-il, avait le plus urgent besoin. A son érudition, à laquelle on doit un savant ouvrage sur la « Grèce byzantine et moderne », s'alliait une imagination débordante et fantaisiste, qui lui inspira « Louki Laras » et ses « Contes de la Mer Egée ». Pendant le bref laps de temps où il fut président du Comité International Olympique, il servit avec zèle et intelligence le Mouvement Olympique. Il mourut à Athènes, le 20 juillet 1908.

PIERRE DE COUBERTIN

President du Comité International Olympique

1896-1925

Pierre de Fredi, baron de Coubertin, est né à Paris le 1^{er} janvier 1863 et est décédé à Genève le 2 septembre 1937.

Il est fort difficile de résumer en quelques mots la vie si active et l'œuvre si étendue de M. de Coubertin.

Il montra très tôt un penchant pour les études de lettres, d'histoire et les problèmes de pédagogie et de sociologie. Renonçant à une carrière militaire à laquelle il semblait voué par tradition de famille, répudiant aussi une carrière politique qui s'ouvrait devant lui, Pierre de Coubertin, à l'âge de vingt-quatre ans, décidait de lancer un vaste mouvement de réforme pédagogique et, à vingt-cinq ans, son œuvre était amorcée, les premières formules trouvées, les gestes préliminaires accomplis ; en effet, il avait alors déjà soumis à la Société pour l'avancement des sciences divers mémoires visant la transformation des études.

En 1889, à l'âge de vingt-six ans, il eut, pour la première fois, l'idée de rétablir les Jeux Olympiques, abolis en 394 de notre ère, apparemment pour toujours. Pendant quatre ans, il travailla inlassablement à préparer l'opinion en Angleterre, aux Etats-Unis, en France,

en vue de cette rénovation. Enfin, le 25 novembre 1892, il proposa que les Jeux Olympiques, après une interruption de quinze siècles, soient rétablis sous une forme moderne et internationale.

Cette proposition fut acceptée à l'occasion d'un congrès international sur le sport, convoqué par lui à Paris, en 1894, en cette même Sorbonne. Douze nations y étaient représentées, y compris les Etats-Unis et l'Angleterre, pays où la pratique du sport était déjà très développée et sans le concours desquels aucun mouvement de caractère international ne pouvait être envisagé. Au cours de ce congrès, qui dura huit jours, le Baron de Coubertin sut si bien communiquer son enthousiasme à tous ses auditeurs que la décision fut prise à l'unanimité de rétablir les Jeux Olympiques et de les célébrer tous les quatre ans, tour à tour dans différents pays. Un comité (le Comité International Olympique) fut créé pour veiller au développement et à la bonne marche de cette institution. Deux ans plus tard, en 1896, les premiers Jeux Olympiques du cycle moderne étaient célébrés dans le stade restauré d'Athènes. Le chariot triomphal reprenait sa course et ces joutes, depuis lors, n'ont cessé de se répéter tous les quatre ans, avec un succès toujours grandissant, excepté quand elles ont été empêchées par la guerre (voir la liste page 69). Plus tard, également sur la proposition du Baron de Coubertin, un cycle spécial de Jeux d'hiver fut institué, qui débuta à Chamonix, en 1924 (voir la liste page 71).

Chacun connaît l'histoire de ces Jeux, mais ce que beaucoup ignorent, c'est l'inlassable labeur, la ténacité, la persévérance du Baron de Coubertin pour réaliser, accomplir et perfectionner cette œuvre. C'est à lui que nous devons toute l'organisation générale des Jeux Olympiques, qui ont bénéficié de son esprit méthodique, précis, et de sa large compréhension des aspirations et des besoins de la jeunesse. Il fut, en fait, pendant de nombreuses années, le seul ordonnateur des Jeux quant à la forme et au fond. La Charte et le Protocole Olympiques, ainsi que le serment des athlètes, sont son œuvre, tout comme le cérémonial de l'ouverture et de la clôture des Jeux. En outre, jusqu'en 1925, il présida personnellement le Comité International Olympique et assumait seul toutes les charges administratives et financières liées à cette haute fonction.

Actuellement, toutes les nations, toutes les races s'intéressent à l'Olympisme et participent aux Jeux quadriennaux. Grâce au Baron de Coubertin, la pratique de l'éducation physique et du sport est devenue populaire sur tous les continents du monde, et, influençant les habitudes et les mœurs, a exercé un effet salutaire sur la santé publique. Aussi, en toute vérité, peut-on dire que le Baron de Coubertin a accompli

une œuvre hautement humanitaire et peut être compté parmi les grands bienfaiteurs de l'humanité. Le titre de président d'honneur des Jeux Olympiques, qui ne sera plus jamais décerné à quiconque, lui fut donné en 1925, quand il se retira de la présidence du Comité International Olympique. C'était une récompense bien méritée pour sa remarquable activité et ses efforts pendant plus de trente ans à la tête de ce comité.

La rénovation des Jeux Olympiques ne représente qu'une faible partie de l'œuvre du Baron de Coubertin. En plus de nombreuses publications consacrées à la technique et à l'enseignement du sport, on lui doit d'importantes études historiques, dont une remarquable histoire universelle, en quatre volumes, ainsi que d'innombrables notices, études et brochures ayant trait à la politique, la sociologie, l'instruction générale, la réforme de l'éducation, etc. Son œuvre écrite totalise plus de soixante mille pages et le répertoire imprimé de ses publications remplit un fascicule de quatorze pages. Compté parmi les grands historiens de son temps, il fut aussi un éducateur et un sociologue éminents.

L'œuvre du Baron de Coubertin a été une œuvre de paix, œuvre qui, toujours, demeurera féconde. Son souvenir restera vivant dans le monde entier. Sa dépouille mortelle repose au cimetière de Bois-de-Vaux, à Lausanne (Suisse), où il avait son domicile et qui devint, en 1915, le siège du Comité International Olympique. Selon ses dernières volontés, son cœur a été déposé à Olympie (Grèce), dans la stèle de marbre commémorant la rénovation des Jeux Olympiques.

HENRI DE BAILLET-LATOIR

Président du Comité International Olympique

1925-1942

Le Comte Henri de Baillet-Latour, né le 1^{er} mars 1876, fut élu membre du Comité International Olympique pour la Belgique en 1903. Il fonda, un an après, le Comité Olympique Belge, qui organisa la participation de la Belgique aux Jeux de 1908 et de 1912. Après la première Guerre Mondiale, il obtint pour la ville d'Anvers la célébration des Jeux de la VII^e Olympiade. Bien qu'il ne disposât que d'un an pour la préparation de ces Jeux, et malgré les cruelles souffrances

infligées par la guerre à la Belgique, le Comte Baillet-Latour assumait toutes les responsabilités et prit avec une magnifique énergie la direction de l'immense entreprise. Son succès fut véritablement remarquable.

Les capacités dont il avait fait preuve lors des Jeux d'Anvers incitèrent les membres du Comité International Olympique à l'élire comme président quand, en 1924, le fondateur des Jeux donna sa démission. Très vite, il se fit apprécier de tous ses collègues et, chaque fois que son mandat vint à expiration, il fut réélu à l'unanimité.

Pendant sa présidence, qui dura dix-sept ans, le Comte Baillet-Latour se préoccupa constamment de maintenir l'idéal et les buts olympiques. Il s'efforça sans relâche de préserver le sport de toute commercialisation, de lui conserver sa noblesse, sa beauté, sa raison d'être. Toujours, il chercha à se faire une opinion personnelle sur toutes les questions difficiles et entreprit à cette fin de longs voyages à travers le monde. Il pouvait ensuite, lors des sessions du Comité International Olympique, parler en pleine connaissance de cause et orienter utilement ses collègues. De caractère déterminé, et pourtant diplomate, il présida le comité avec une haute distinction.

Il mourut dans la nuit du 6 janvier 1942, emporté par une attaque. Peu de temps auparavant, la mort lui avait ravi son fils unique, engagé dans l'armée. Son pays avait été envahi ; le malheur l'entourait de toutes parts. Seules lui restaient sa foi chrétienne et sa conviction, maintes fois exprimée, d'une survie plus heureuse et plus belle.

Digne successeur du Baron de Coubertin, son souvenir restera celui d'un noble caractère et d'un homme totalement dévoué à la cause olympique.

J. SIGFRID EDSTRÖM

Président du Comité International Olympique

1946-1952

J. Sigfrid Edström, né le 21 novembre 1870, est une des personnalités les plus connues du monde des sports. Comme étudiant à Gothenburg, M. Edström pratiquait l'athlétisme et était excellent

coureur. En 1891, il battit le record suédois des 150 mètres, en 16,4 secondes. Il parcourait aisément les 100 mètres en 11 secondes. Après quelques années passées à Zurich (Suisse), où il fréquenta l'Université, il se vit confier des tâches importantes dans le mouvement sportif de Suède. En 1901, avec le Général V. Balck, il réunit les diverses branches de l'athlétisme et de la gymnastique suédois en une seule association, dont il fut le chef jusqu'en 1940.

Mais, c'est sur le plan international que M. Edström donna la pleine mesure de ses capacités. Il fut l'un des organisateurs des Jeux Olympiques de Stockholm, en 1912 ; il participa également aux Jeux de Los Angeles, de 1932, en qualité de chef de la délégation suédoise. Aux Jeux Olympiques de 1912, il prit l'initiative de fonder la Fédération Internationale d'Athlétisme Amateur, dont il fut élu premier président, charge qu'il occupa jusqu'en 1946.

En 1920, il fut nommé membre du Comité International Olympique pour la Suède. Mais, déjà en 1910 et 1911, il avait pris part à des sessions du Comité International Olympique pour la préparation des Jeux de Stockholm de 1912. Il présida les deux Congrès Olympiques, de Lausanne en 1921 et de Prague en 1925. En 1921, il fut élu membre de la Commission Exécutive du Comité International Olympique et, en 1931, fut nommé vice-président.

C'est en sa qualité de vice-président qu'il prit la tête du Comité International Olympique en 1942, lors du décès de son Président, le Comte de Baillet-Latour. Durant toutes les hostilités de la 2^e guerre mondiale, habitant un pays neutre, il maintint le contact avec les membres du Comité International Olympique et, en 1945, réunit la première Commission Exécutive d'après-guerre qui, acceptant l'invitation de Londres lui accorda la célébration de la XIV^e Olympiade.

En 1946, la première session du Comité International Olympique d'après-guerre, réunie à Lausanne, l'élut président par acclamation.

C'est un grand privilège pour le Comité International Olympique d'avoir eu à sa tête un homme de sa qualité et de sa haute compétence en matière d'athlétisme. M. Edström avait non seulement été un membre actif du Comité International Olympique pendant plus de trente ans, mais aussi président de la Fédération Internationale d'Athlétisme Amateur depuis sa fondation. En sa qualité de citoyen d'un pays

neutre, il put s'occuper de façon efficace de tous les problèmes compliqués qui surgirent à la suite de la seconde guerre mondiale. Quand, en 1952, il se retira, à l'âge de 82 ans, il emporta avec lui toute l'affection et le respect du monde olympique et le titre de Président Honoraire du Comité International Olympique.

AVERY BRUNDAGE

Président du Comité International Olympique

1952-

Avery Brundage a été élu cinquième président du Comité International Olympique, lors de sa session à Helsinki, en 1952. Personne n'aurait pu être mieux préparé que lui à cette haute fonction chargée de responsabilités, à la tête du Mouvement Olympique mondial. Pendant vingt ans il avait collaboré étroitement, d'abord avec le président, le Comte de Baillet-Latour, puis avec le président Edström. Auparavant, pendant plus de vingt ans, il avait occupé une situation de haut rang dans le sport amateur, au début, comme concurrent, plus tard comme administrateur. Il avait amplement voyagé en Europe, en Afrique, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, et en Orient et était parfaitement familiarisé avec les problèmes du sport amateur et du Mouvement Olympique dans la plupart des pays du monde.

La carrière d'athlète de M. Brundage débuta en 1905 quand, athlète d'école supérieure, il fut proclamé « la révélation de la saison ». A l'Université d'Illinois, où il prit ses degrés en 1909, il fut champion inter-universitaire de disque, membre de l'équipe de basketball et lauréat d'une médaille spéciale pour exploits athlétiques.

Il est intéressant de noter que le sport n'occupait pas seul ses intérêts d'étudiant. Ses hautes moyennes universitaires et son érudition lui valurent l'honneur d'être élu membre des sociétés Tau Beta Pi et Sigma Xi. Il fut aussi éditeur de la revue de son Université.

Après avoir obtenu ses diplômes universitaires, M. Brundage aborda l'athlétisme complet (all-around athletics) et, pendant 10 ans, jusqu'en 1918, date à laquelle il remporta son dernier championnat

national, il fut un des premiers athlètes amateurs « all around » du monde. Comme membre de l'équipe olympique des Etats-Unis de 1912, il concourut aux Jeux de la V^e Olympiade à Stockholm. Trois fois, il fut champion d'Amérique du « all-around » amateur. Le championnat d'« all-around » est probablement l'épreuve combinée de vitesse, vigueur, force, agilité, endurance la plus difficile qui ait jamais été inventée.

Remarquons que, tout en remportant ces enviabiles records comme concurrent, M. Brundage était en train d'édifier avec succès en tant qu'ingénieur sa propre entreprise de construction. Ses exercices et son entraînement devaient être pratiqués en dehors de ses heures de travail et, si son énergie n'avait été ainsi partagée, peut-être sa carrière d'athlète eût-elle été encore plus brillante.

Quand il cessa de participer aux concours d'« all-around », il dirigea son intérêt sur les questions administratives du sport amateur. En 1928, il fut élu président de l'*Amateur Athletic Union* des Etats-Unis, fonction à laquelle il fut réélu pendant la durée de sept mandats. Sans doute aurait-il continué plus longtemps encore à occuper cette charge, s'il n'avait refusé de se laisser renommer. Pendant cette période, il fut un des premiers joueurs de handball des Etats-Unis et une fois même, champion de Chicago.

En 1929, il fut choisi comme président de l'Association Olympique des Etats-Unis et comme président du Comité Olympique des Etats-Unis. Six fois, il fut réélu, pour un mandat de quatre ans, par les cent vingt organisations composant cette Association et qui dirigent le sport amateur aux Etats-Unis. En 1934, il se vit décerner le trophée spécial James E. Sullivan « pour services exceptionnels rendus au sport amateur ».

A Buenos-Aires, en 1940, il fut élu à l'unanimité premier président du *Comite Deportivo Panamericano* par les délégués de l'hémisphère occidental, à un congrès convoqué en vue d'organiser les Jeux panaméricains. Les règles de cette organisation ayant été modifiées lors de son deuxième congrès à Londres, en 1948, il put être réélu à l'unanimité pour un nouveau mandat. Il connaissait bien tous les différents sports figurant au programme olympique. Pendant la durée d'un mandat, et après encore, il fonctionna en qualité de vice-président et siégea au Conseil de la Fédération Internationale

d'Athlétisme Amateur, cette puissante organisation qui contrôle toutes les disciplines de l'athlétisme léger ; il a aussi joué un rôle actif comme officiel ou comme directeur dans maintes autres Fédérations Internationales.

Quand M. Brundage devint membre du Comité International Olympique, il fut élu à la Commission Exécutive et, en 1946, nommé vice-président. Non seulement aux Etats-Unis, mais dans cinquante autres pays, il est connu comme l'apôtre du sport amateur et comme l'un des premiers défenseurs, dans le monde du fair play et du bon esprit sportif.

M. Brundage est l'auteur d'innombrables articles sur le sport amateur. Il possède probablement une des collections d'objets d'art asiatiques les plus belles et les plus complètes. Il est l'un des administrateurs de l'Institut d'Art de Chicago. Son activité dans le domaine du sport et de l'éducation physique lui valut de flatteuses distinctions, récompenses et décorations en de nombreux pays.

Les buts que se propose le Président Avery Brundage sont de répandre d'une façon plus universelle la connaissance de la philosophie de l'amateurisme, de mettre l'accent sur la valeur éducative, sociale, esthétique, éthique et spirituelle du sport amateur, valeur parfois négligée en faveur d'un intérêt fort naturel porté aux records et performances, afin de faire apprécier de façon plus généralisée les principes fondamentaux du Mouvement Olympique mondial, d'éviter qu'on en abuse à des fins personnelles ou de prestige national, et enfin de l'organiser de manière à accroître son influence.

Membres

Les membres du Comité International Olympique ne représentent pas leurs pays respectifs ; ils sont les ambassadeurs du Comité International Olympique auprès des organisations sportives de leurs nations respectives.

Les dates mentionnées ci-après indiquent l'année de leur élection au Comité International Olympique et l'année de leur retraite, de leur démission ou de leur décès.

Baron Pierre de Coubertin, fondateur

1894	E. Callot		1913	France
1894	D. Vikelas	COMITÉ D'ORIGINE	1897	Grèce
1894	Général de Boutowsky		1900	Russie
1894	Général Balck		1921	Suède
1894	Professeur W. M. Sloane		1925	Etats-Unis
1894	Conseiller Jiri Guth-Jarkovsky		1943	Bohême
1894	Fr. Kemény		1907	Hongrie
1894	Lord Ampthill		1898	Grande-Bretagne
1894	C. Herbert		1906	Grande-Bretagne
1894	Dr J.-B. Zubiaur		1907	Argentine
1894	L.-A. Cuff		1905	Nouvelle-Zélande
1894	Comte Lucchesi Palli		1907	Italie
1894	Comte Maxime de Bousies		1901	Belgique
1894	Duc d'Andria Carafa		1898	Italie
1895	Dr W. Gebhardt		1909	Allemagne
1897	Révérant R. S. de Courcy Laffan		1927	Grande-Bretagne
1897	Comte Mercati		1925	Grèce
1897	Comte Brunetta d'Usseaux		1919	Italie
1898	Baron F.-W. de Tuyll de Serooskerken		1924	Hollande
1899	Comte de Talleyrand Périgord		1903	Allemagne
1899	Colonel Holbeck		1906	Danemark
1899	Prince Georges Bibesco	1901	Roumanie	
1899	Baron Godefroy de Blonay	1937	Suisse	
1900	Théodore Stanton	1904	Etats-Unis	
1900	Caspar Whitney	1905	Etats-Unis	
1900	H. Hébrard de Villeneuve	1911	France	
1900	Prince Serge Beliosselsky de Beliozersk	1908	Russie	
1900	Comte de Ribeaupierre	1910	Russie	
1900	Comte Clarence de Rosen	1948	Suède	
1901	Prince Edouard de Salm Hortsmar	1905	Allemagne	
1901	Commandant Reyntiens	1903	Belgique	
1901	Colonel Sir Howard Vincent	1907	Grande-Bretagne	
1901	Miguel de Beistegui	1931	Mexique	
1902	Comte de Meiorada del Campo	1911	Espagne	
1903	Comte César de Wartensleben	1913	Allemagne	
1903	Comte de Baillet-Latour	1942	Belgique	
1903	James Hyde	1908	Etats-Unis	
1903	Carlos-F. de Candamo	1922	Pérou	

1904	Comte Albert Bertier de Sauvigny	1920	France
1905	Général comte von der Assebourg	1909	Allemagne
1905	R. Coombes	1932	Australie
1905	Prince Alexandre de Solms Braunfels	1909	Autriche
1905	Capitaine Henrik Angell	1907	Norvège
1906	E.-N. Tzokow	1912	Bulgarie
1906	Capitaine Grut	1912	Danemark
1906	Lord Desborough of Taplow	1909	Grande-Bretagne
1906	Professeur de Lancastre	1912	Portugal
1907	Manuel Quintana	1910	Argentine
1907	Comte Geza Andrassy	1938	Hongrie
1907	Th. Heftye	1908	Norvège
1908	Allison Armour	1919	Etats-Unis
1908	Baron R. de Willebrand	1920	Finlande
1908	Prince Scipion Borghèse	1909	Italie
1908	Comte Gautier Vignal	1940	Monaco
1908	Commandant Sverre	1927	Norvège
1908	Georges-A. Plagino	1949	Roumanie
1908	Prince Simon Troubetzkoi	1910	Russie
1908	Selim Sirry Bey	1930	Turquie
1909	Baron de Wenningen	1914	Allemagne
1909	Sir Theodore Cook	1915	Grande-Bretagne
1909	Sénateur Jules de Muzsa	1946	Hongrie
1909	Conseiller Attilio Brunialti	1913	Italie
1909	Professeur Jigoro Kano	1938	Japon
1910	Comte A. Sierstorpff	1919	Allemagne
1910	Angelo-C. Bolanaki		Egypte (Grèce 1933)
1910	Maurice Pescatore	1929	Luxembourg
1910	Prince Léon Ouroussoff	1933	Russie
1911	Prince Othon de Windischgraetz,	1919	Autriche
1911	Sir John Hanbury Williams	1921	Canada
1911	Evert Wendell	1921	Etats-Unis
1911	A. Ballif	1913	France
1912	Comte R. de Colloredo Mansfeld	1919	Autriche
1912	Professeur O.-N. Garcia	1919	Chili
1912	Marquis de Villamejor	1921	Espagne
1912	Comte de Penha Garcia	1940	Portugal
1912	Général S.-W. Djoukitch	1949	Serbie

1913	Comte Arnim Muskau	1919	Allemagne
1913	R. de Rio Branco	1938	Brésil
1913	D. Stancioff,	1929	Bulgarie
1913	Sydney Farrar	1919	Cuba
1913	Colonel Hansen	1922	Danemark
1913	A. Glandaz	1944	France
1913	Duc de Somerset,	1920	Grande-Bretagne
1913	Général Carlo Montu	1939	Italie
1913	Georges Duperron	1915	Russie
1914	Marquis M. de Polignac	1950	France
1918	P.-J. de Matheu	1941	Amérique centr.
1919	Baron de Laveleye	1939	Belgique
1920	Carlos-Silva Vildosola	1922	Chili
1920	Dorn y de Alsua	1929	Equateur
1920	Judge Bartow Weeks	1921	Etats-Unis
1920	Ernst Krogius	1948	Finlande
1920	Comte Clary	1933	France
1920	Brigadier général R.-J. Kentish	1933	Grande-Bretagne
1920	Sir Dorabji J. Tata	1930	Indes
1920	Marquis Guglielmi	1930	Italie
1920	Arthur Marryatt	1925	Nouvelle-Zélande
1920	Henry Nourse	1943	Afrique du Sud
1920	Professeur Dr Fr. Bucar	1947	Yougoslavie
1921	J.-G. Merrick	1946	Canada
1921	H. Echevarrieta	1923	Espagne
1921	Nizzam Eddin Khoï	1923	Perse
1921	J.-S. Edström	1952	Suède
1921	Dr F. Ghigliani	1937	Uruguay
1922	T. de Alvear	1932	Argentine
1922	Dr C.-T. Wang		Chine
1922	Ivar Nyholm	1931	Danemark
1922	Baron de Guell	1954	Espagne
1922	William May Garland	1948	Etats-Unis
1922	Général Ch. H. Sherrill	1936	Etats-Unis
1922	The Earl Cadogan	1929	Grande-Bretagne
1922	J.-J. Keane	1951	Irlande
1922	Prince Casimir Lubomirski	1930	Pologne
1923	R.-C. Aldao	1949	Argentine

1923	Arnaldo Guinle		Brésil
1923	D ^r Ferreira Santos		Brésil
1923	J. Matte Gormaz	1928	Chili
1923	Porfirio Franca	1938	Cuba
1923	Marquis de Guadelupe	1924	Mexique
1923	Alfredo Benavides		Pérou
1924	Secrétaire d'Etat Th. Lewald	1938	Allemagne
1924	D ^r Oskar Ruperti	1929	Allemagne
1924	James Taylor	1944	Australie
1924	D ^r Martin Haudek	1928	Autriche
1924	Duc d'Albe	1927	Espagne
1924	Colonel P.-W. Scharroo		Hollande
1924	D ^r S. Kishi	1933	Japon
1924	Jorge Gomez de Parada	1927	Mexique
1924	Prince Samad Khan	1927	Perse
1925	David Kinley	1927	Etats-Unis
1925	Baron A. Schimmelpenninck van der Oye	1943	Hollande
1925	Comte Alberto Bonacossa	1953	Italie
1925	J.-P. Firth	1927	Nouvelle-Zélande
1926	Duc Adolphe-Frédéric de Mecklenburg-Schwerin		Allemagne
1926	G. Averoff	1930	Grèce
1926	J. Dikmanis	1947	Lettonie
1927	Marquis de Pons	1930	Espagne
1927	Hon. Ernest Lee Jahncke	1936	Etats-Unis
1927	Lord Rochdale	1933	Grande-Bretagne
1927	D ^r M. Saenz	1932	Mexique
1927	Sir Thomas Fearnley	1950	Norvège
1928	D ^r Theodore Schmidt	1939	Autriche
1928	Sir George McLaren Brown	1940	Canada
1928	D ^r F. Akel	1932	Estonie
1928	Lord Freyberg	1930	Nouvelle-Zélande
1928	Ignace Matuszewski	1939	Pologne
1929	D ^r Karl Ritter von Halt		Allemagne
1929	Stephan-G. Tchaprachikov	1944	Bulgarie
1929	Don Alfredo Ewing	1933	Chili
1929	Lord Aberdare		Grande-Bretagne

1930	M. Politis	1933	Grèce
1930	Augusto Turati	1931	Italie
1930	Kemalettin Sami Pacha	1933	Turquie
1931	Comte de Vallellano	1952	Espagne
1931	C.-J. Wray	1934	Nouvelle-Zélande
1931	Général Dr Rouppert	1946	Pologne
1932	Horacio Bustos Moron Jr	1952	Argentine
1932	Prince Axel de Danemark		Danemark
1932	G. D. Sondhi		Indes
1932	Comte Paolo Thaon di Revel		Italie
1933	Sir Harold Luxton	1951	Australie
1933	Lord Burghley		Grande-Bretagne
1933	Sir Noël Curtis Bennett	1950	Grande-Bretagne
1933	Dr Jotaro Sugimoura	1936	Japon
1933	Rechid Saffet Atabinen	1952	Turquie
1934	François Piétri		France
1934	Sir Arthur Porritt		Nouvelle-Zélande
1934	Mohammed Taher Pacha		Egypte
1934	Comte Michimasa Soyeshima	1948	Japon
1934	Ing. Marte-R. Gomez		Mexique
1936	Avery Brundage		Etats-Unis
1936	Prince Iesato Tokugawa	1939	Japon
1936	Joakim Puhk	1942	Estonie
1936	Hon. B. Vargas		Philippines
1936	Prince régnant François-Joseph de Liechtenstein		Liechtenstein
1937	Frederic-René Coudert	1948	Etats-Unis
1937	Général Henri Guisan	1939	Suisse
1937	Joaquin Serratoso Cibils		Uruguay
1938	Général von Reichenau	1942	Allemagne
1938	Dr Miguel A. Moenck		Cuba
1938	Antonio Prado Jr		Brésil
1938	J.-W. Rangell		Finlande
1939	Baron de Trannoy		Belgique
1939	Dr H.-H. Kung		Chine
1939	Général G. Vaccaro	1949	Italie
1939	Dr M. Nagai		Japon
1939	Dr Sh. Takaishi	1950	Japon

1939	E.-W. Lindbergh	1939	Afrique du Sud
1939	N. de Horthy, Jr	1948	Hongrie
1946	Hugh Weir		Australie
1946	R.-W. Seeldrayers		Belgique
1946	J.-C. Patteson	1954	Canada
1946	Dr J. Gruss		Tchécoslovaquie
1946	Armand Massard		France
1946	Major-Général C.-F. Pahud de Mortanges		Hollande
1946	Ben.-G. Waage		Islande
1946	Prince Jean de Luxembourg		Luxembourg
1946	Dr José Pontes		Portugal
1946	J. Dowsett	1951	Afrique du Sud
1946	Réginald Honey		Afrique du Sud
1946	Albert Mayer		Suisse
1946	Jean Ketseas		Grèce
1947	Dr Manfred Mautner Ritter von Markhof		Autriche
1947	Sidney Dawes		Canada
1947	Shou-Yi-Tung		Chine
1947	Raja Bhalindra Singh		Inde
1948	Bo Ekelund		Suède
1948	Dr Georges Loth		Pologne
1948	Stanko Bloudek		Yougoslavie
1948	Dr F. Mezö		Hongrie
1948	Enrique O. Barbosa Baeza	1952	Chili
1948	John Jewett Garland		Etats-Unis
1948	Erik von Frenckell		Finlande
1948	Général Miguel Ydigoras Fuentes	1952	Guatemala
1948	O. Ditlev-Simonsen Jr.		Norvège
1949	Prince Rainier III	1950	Monaco
1949	Ahmed E.-H. Jaffar		Pakistan
1950	Ryotaro Azuma		Japon
1950	J. Brooks B. Parker	1951	Etats-Unis
1950	Prince Pierre de Monaco		Monaco
1951	Lord Luke		Grande-Bretagne
1951	Comte de Beaumont		France
1951	Dr Giorgio de Stefani		Italie
1951	Konstantin Andrianow		U. R. S. S.
1951	Lewis Luxton		Australie

1952	Général Vladimir Stoïtcheff	Bulgarie
1952	Lord Killanin	Irlande
1952	Cheik Gabriel Gemayel	Liban
1952	Général José de J. Clark F.	Mexique
1952	Aleksei Romanov	U. R. S. S.
1952	Enrique Alberdi	Argentine
1952	Julio Gerlein Comelin	Colombie
1952	Pedro Ibarra Mac-Mahon	Espagne
1952	Douglas F. Roby	Etats-Unis
1952	Dr Augustin Sosa	Panama
1952	Général Gustav Dyrssen	Suède
1952	Dr Julio Bustamente B.	Venezuela
1955	Dr Alejandro Rivera Bascur	Chili
1955	Suat Erler	Turquie
1955	Ki Poong Lee	Corée
1955	Prince Gholam Reza Pahlavi	Iran
1955	Alexandru Siperco	Roumanie

Membres honoraires

L'honorariat a été institué à la session de Rome en 1949.

Président honoraire, J. Sigfrid Edström (1920), Suède, élu en 1952.

R. C. Aldao (1923), Argentine, élu en 1949.

† Comte Clarence de Rosen (1900), Suède, élu en 1949.

† Ernst Krogius (1920), Finlande, élu en 1949.

† Frédéric-René Coudert (1937), U.S.A., élu en 1950.

† Sir Noel Curtis-Bennett (1933), Grande-Bretagne, élu en 1950.

Sir Thomas Fearnley (1927), Norvège, élu en 1950.

† Marquis Melchior de Polignac (1914), France, élu en 1950.

Sir Harold Luxton (1933), Australie, élu en 1951.

† Comte Alberto Bonacossa (1925), Italie, élu en 1953.

Sessions

1 ^{re}	Paris	1894
2 ^e	Athènes	1896
3 ^e	Le Havre	1897
4 ^e	Paris	1901
5 ^e	Paris	1903
6 ^e	Londres	1904
7 ^e	Bruxelles	1905
8 ^e	Athènes	1906
9 ^e	La Haye	1907
10 ^e	Berlin	1909
11 ^e	Luxembourg	1910
12 ^e	Budapest	1911
13 ^e	Bâle	1912
14 ^e	Stockholm	1912
15 ^e	Lausanne	1913
16 ^e	Paris	1914

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE — 1914-1918

17 ^e	Lausanne	1919
18 ^e	Anvers	1920
19 ^e	Lausanne	1921
20 ^e	Paris	1922
21 ^e	Rome	1923
22 ^e	Paris	1924
23 ^e	Prague	1925
24 ^e	Lisbonne	1926
25 ^e	Monaco	1927
26 ^e	Amsterdam	1928
27 ^e	Lausanne	1929
28 ^e	Berlin	1930
29 ^e	Barcelone	1931
30 ^e	Los Angeles	1932
31 ^e	Vienne	1933
32 ^e	Athènes	1934
33 ^e	Oslo	1935

34 ^e	Garmisch	1936
35 ^e	Berlin	1936
36 ^e	Varsovie	1937
37 ^e	Le Caire	1938
38 ^e	Londres	1939

SECONDE GUERRE MONDIALE — 1939-1945

39 ^e	Lausanne	1946
40 ^e	Stockholm	1947
41 ^e	Saint-Moritz	1948
42 ^e	Londres	1948
43 ^e	Rome	1949
44 ^e	Copenhague	1950
45 ^e	Vienne	1951
46 ^e	Oslo	1952
47 ^e	Helsinki	1952
48 ^e	Mexico	1953
49 ^e	Athènes	1954
50 ^e	Paris	1955
51 ^e	Cortina d'Ampezzo	1956
52 ^e	Melbourne	1956
53 ^e	Sofia	1957

**Commémoration
de la fondation du Comité**

20^e anniversaire : 1914 à Paris et Alexandrie.

25^e anniversaire : 1919 à Lausanne

30^e anniversaire : 1924 à Paris.

40^e anniversaire : 1934 à Athènes et Lausanne.

50^e anniversaire : 1944 à Lausanne.

60^e anniversaire : 1954 à Lausanne.

PROGRAMME DES JEUX OLYMPIQUES

Epreuves	Ath.	Paris	St-L.	Lond.	Stoc.	Anv.	Paris	Amst.	L. A.	Berl.	Lond.	Hels.	Melb.
	1896	1900	1904	1908	1912	1920	1924	1928	1932	1936	1948	1952	1956
Athlétisme	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	
Aviron	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	
Baseball			×		×					×			
Baseball finnois													×
Basketball			×					×		×	×	×	
Boxe			×	×		×	×	×	×	×	×	×	
Canoé							×			×	×	×	
Canot moteur				×									
Cyclisme	×	×		×	×	×	×	×	×	×	×	×	
Escrime	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	
Football assoc.		×		×	×	×	×	×		×	×	×	
Gymnastique	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	
Handball										×			
Hockey sur gazon				×		×		×	×	×	×	×	
Jeu de paume				×									
La crosse			×	×				×	×		×		
Lutte	×		×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	
Natation	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×	
Pelote basque							×						
Pentathlon moderne					×	×	×	×	×	×	×	×	
Poids et haltères	×		×			×	×	×	×	×	×	×	
Polo		×		×		×	×			×			
Raquets				×									
Rugby		×		×		×	×		×				
Sport équest.		×			×	×	×	×	×	×	×	×	
Tir	×	×		×	×	×	×		×	×	×	×	
Tir à l'arc				×		×							
Tennis	×	×	×	×	×	×	×						
Vol à voile										×			
Yachting		×		×	×	×	×	×	×	×	×	×	
	10	13	12	20	14	19	19	16	16	21	18	18	

PARTICIPATION AUX JEUX OLYMPIQUES

Sports de démonstration inclus.

OLYMPIADE	Nombre de sports	Nombre d'épreuves	Athlètes participants (femmes y comprises)	Nations participantes
I Athènes 1896	10	42	285 —	13
II Paris 1900	13	60	1066 (6 femmes)	20
III St-Louis 1904	12	67	496 —	11
IV Londres 1908	20	104	2059 (36 femmes)	22
V Stockholm 1912	14	106	2541 (57 femmes)	28
VI Berlin 1916	(non célébrés)			
VII Anvers 1920	19	154	2606 (63 femmes)	29
VIII Paris 1924	19	137	3092 (136 femmes)	44
IX Amsterdam 1928	16	120	3015 (290 femmes)	46
X Los Angeles 1932	16	124	1408 (127 femmes)	37
XI Berlin 1936	21	142	4069 (328 femmes)	49
XII Tokyo 1940	(annulés, non célébrés)			
XIII Helsinki 1944	(non célébrés)			
XIV Londres 1948	18	138	4468 (438 femmes)	59
XV Helsinki 1952	18	149	5867 (573 femmes)	69
XVI Melbourne 1956	00	000	0000 (000 femmes)	
Sports équestres à Stockholm				

85 différentes nations ont participé, à un moment ou à un autre, aux Jeux Olympiques.

Congrès Olympiques

Paris	1894	Rétablissement des Jeux Olympiques
Le Havre	1897	Hygiène et Pédagogie sportive
Bruxelles	1905	Technique des exercices physiques
Paris	1906	Arts, Lettres et Sports
Lausanne	1913	Psychologie sportive
Paris	1914	Règlements olympiques
Lausanne	1921	Règlements olympiques
Prague	1925	Règlements olympiques
Berlin	1930	Règlements olympiques

PROGRAMME DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Epreuves	Chamonix 1924	St-Moritz 1928	Lac Placid 1932	Garmisch 1936	St-Moritz 1948	Oslo 1952	Cortina 1956
Patinage artistique	×	×	×	×	×	×	×
Patinage vitesse	×	×	×	×	×	×	×
Ski	×	×	×	×	×	×	×
Hockey sur glace	×	×	×	×	×	×	×
Bobsleigh	×	×	×	×	×	×	×
Skeleton		×			×		
DÉMONSTRATIONS							
Patrouilles militaires	×	×		×	×		
Pentathlon d'hiver *					×		
Curling	×		×	×			
Courses de chiens attelés			×				
Bandy						×	
Nombre de sports	7	7	7	7	8	6	5
Nombre d'épreuves	16	15	19	21	24	23	24

* Tir, ski descente, ski 10 km., escrime, équestre.

PARTICIPATION AUX JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Epreuves de démonstration incluses.

	Année	Nombre de sports	Nombre d'épreuves	Athlètes participants (femmes y comprises)	Nations participantes
I	Chamonix 1924	7	16	293 (13 femmes)	16
II	St-Moritz 1928	7	15	491 (27 femmes)	25
III	Lake Placid 1932	7	19	307 (30 femmes)	17
IV	Garmisch-Partenkirchen 1936	7	21	756 (76 femmes)	28
V	St-Moritz 1948	7	24	878 (90 femmes)	28
VI	Oslo 1952	6	23	960 (123 femmes)	30
VII	Cortina d'Ampezzo 1956	5	24	923 (146 femmes)	32

Des épreuves non officielles de sports d'hiver ont été disputées à Londres (1908) et à Anvers (1920).

Hauts patronages des Jeux Olympiques et Présidents des Comités Organisateur

<i>Jeux olympiques</i>		<i>Patrons</i>	<i>Présidents</i>
Athènes	1896	S. M. le roi Georges I ^{er} .	S. A. le prince héritier Constantin de Grèce.
Paris	1900	M. Emile Loubet, président de la République française.	M. D. Mérillon, commissaire général d'éducation physique à l'exposition universelle.
Saint-Louis	1904	M. Théodore Roosevelt, président des U. S. A.	M. W.-H. Liginger.
Londres	1908	S. M. le roi Edouard VII.	Lord Desborough de Taplow.
Stockholm	1912	S. M. le roi Gustave V.	S. A. R. le Prince Gustave Adolphe.
Anvers	1920	S. M. le roi Albert I ^{er} .	Comte Henri de Baillet-Latour.
Paris	1924	M. Gaston Doumergue, président de la République française.	Comte J. Clary.
Amsterdam	1928	S. M. la reine Wilhelmine.	Baron A. Schimmelpenninck van der Oye.
Los Angeles	1932	M. Herbert Hoover, président des U. S. A.	M. W.-M. Garland.
Berlin	1936	Le chancelier du Reich.	D ^r Th. Lewald, secrétaire d'État.
Londres	1948	S. M. le roi Georges VI.	Vicomte Portal of Laverstoke.
Helsinki	1952	M. J. K. Paasikivi, président de la République de Finlande.	M. Erik von Frenckell.
Melbourne	1956	S. M. la reine Elizabeth II, le duc d'Edimbourg.	Premier ministre d'Australie, M. R.-G. Menzies.

Origine des Jeux Olympiques de l'Antiquité

La légende attribue à Hercule, fils de Zeus, la fondation des Jeux Olympiques. Leur origine se perd dans les brumes de l'histoire primitive de la Grèce. Les premiers Jeux mentionnés se déroulèrent en 776 avant l'ère chrétienne, et, dès lors, furent célébrés tous les quatre ans. Ils avaient un caractère semi-religieux et les vainqueurs y étaient couronnés de branches d'olivier coupées dans le bois sacré du temple de Zeus. Ces Jeux avaient une telle importance dans la Grèce antique qu'on y mesurait le temps par Olympiades, soit l'intervalle de quatre ans séparant les Jeux. On possède des documents sur près de trois cents Olympiades de l'ancien cycle. Pendant leur durée, les guerres étaient suspendues, les routes restaient libres et nul n'aurait osé rompre la trêve d'Olympie. Au début, ils se bornaient à une seule épreuve — une brève course à pied. Plus tard, d'autres furent ajoutées et le programme fut élargi. Toutes les épreuves, cependant, se déroulaient dans une période de cinq jours. Le titre le plus convoité était celui de vainqueur du pentathlon ; il comprenait cinq épreuves, la course, le saut, le lancement du javelot, le lancement du disque et la lutte. Des concours artistiques et littéraires étaient aussi organisés et, parfois, des pièces de théâtre étaient jouées dans le stade. Les Jeux furent abolis en l'an 394 de notre ère, par décrets de l'Empereur Théodose le Grand.

Jeux de 1906

Les premiers Jeux Olympiques à Athènes remportèrent un tel succès que la Grèce demanda de les garder de façon permanente dans ce pays où, dans les temps anciens, ils se célébraient. Cependant, dans l'idée du Baron de Coubertin, ces Jeux devaient être véritablement internationaux et se dérouler dans diverses parties du monde. Le Comité International Olympique partagea son avis. Décus, les Grecs obtinrent alors l'autorisation d'organiser des Jeux à Athènes entre les Jeux Olympiques officiels. Ces Jeux eurent lieu en 1906 seulement et ne furent pas répétés.

Comités Nationaux Olympiques

Tout pays désireux de participer aux Jeux Olympiques doit avoir un Comité Olympique agréé par le Comité International Olympique (voir règle N° 25).

Les Comités Nationaux Olympiques suivants ont été reconnus par le Comité International Olympique (1956) :

Afghanistan : National Olympic Federation of Afghanistan.

Afrique du Sud : South African Olympic Committee.

Allemagne : Nationales Olympisches Komitee für Deutschland, München
Nationales Olympische Komitee der Deutschen Demokratischen Republik, Berlin.

Antilles Néerlandaises : Nederlands Antillaans Olympisch Comité.

Argentine : Comité Olympique Argentin.

Australie : Australian Olympic Federation.

Autriche : Oesterreichisches Olympisches Komitee.

Bahamas : Bahamas Olympic Association.

Belgique : Comité Olympique Belge.

Bermudes : Bermuda Olympic Association.

Birmanie : The Burma Olympic Association.

Bolivie : Comité Olimpico Boliviano.

Bornéo du Nord : North Borneo Olympic Association.

Brésil : Comité Olympique Brésilien.

Bulgarie : Comité Olympique Bulgare.

Canada : Canadian Olympic Association.

Ceylan : Ceylon Olympic and Empire Games Association.

Chili : Comité Olimpico de Chile.

Chine-Taiwan : Chinese Olympic Committee.

— *Chine-Pekin* : Comité Olympique de la République Populaire Chinoise.

Colombie : Comité Olimpico Colombiano.

Corée : Korean Olympic Committee.

Costa Rica : Comité Nacional Olimpico.

Cote-de-l'Or : Gold Coast Olympic & British Empire & Commonwealth Games Association.

Cuba : Comité Olimpico Cubano.

Danemark : Comité Olympique Danois.

République Dominicaine : Comité Nacional Olimpico.

Egypte : Comité Olympique Egyptien.

El Salvador : Comité Olympique d'El Salvador.

Espagne : Comité Olympique Espagnol.

Etats-Unis : United States Olympic Committee.
Ethiopie : National Ethiopian Sports Association.
Finlande : Comité Olympique Finlandais.
France : Comité Olympique Français.
Grande-Bretagne : British Olympic Association.
Grèce : Comité Olympique Hellène.
Guatemala : Comite Nacional Olimpico.
Guyane Britannique : The British Guiana Olympic Games Association.
Hollande : Netherlands Olympic Committee.
Hong-Kong : Amateur Sports Federation and Olympic Committee
of Hong-Kong.
Hongrie : Comité Olympique Hongrois.
Inde : Indian Olympic Association.
Indonésie : Komite Olimpiade Indonesia.
Irak : Irak Olympic Association.
Iran : Iranian Olympic Committee.
Irlande : Olympic Council of Ireland.
Islande : Comité Olympique d'Islande.
Israël : Olympic Committee of Israël.
Italie : Comitato Olimpico Nazionale Italiano.
Jamaïque : Jamaica Olympic Association.
Japon : The Japanese Olympic Committee.
Liban : Comité Olympique Libanais.
Liechtenstein : Comité Olympique de Liechtenstein.
Luxembourg : Comité Olympique Luxembourgeois.
Malaya : Malayan Amateur Athletic Union.
Malte : Malta Olympic Committee.
Mexique : Comité Olympique Mexicain.
Monaco : Comité Olympique Monégasque.
Nigéria : Nigerian Olympic Association.
Norvège : Comité Olympique Norvégien.
Nouvelle-Zélande : New-Zealand Olympic Association.
Ouganda : Uganda Olympic Committee.
Pakistan : Pakistan Olympic Association.
Panama : Comite Nacional Olimpico.
Paraguay : Comision de Fomento de la Cultura Fisica.
Pérou : Comité Olympique Péruvien.
Philippines : Philippine Amateur Athletic Federation.
Pologne : Comité Olympique Polonais.
Porto-Rico : The National Olympic Committee of Porto-Rico.
Portugal : Comité Olympique Portugais.
Roumanie : Comité Olympique Roumain.

Sarre : Olympisches Komitee des Saarlandes.
Singapour : The Singapore Olympic and Sports Council.
Suède : The Swedish Olympic Committee.
Suisse : Comité Olympique Suisse.
Syrie : Comité Olympique Syrien.
Tchécoslovaquie : Comité Olympique Tchécoslovaque.
Thaïland : Olympic Committee of Thailand.
Trinité : Trinidad & Tobago Olympic Association.
Turquie : Comité Olympique Turc.
Union des Républiques soviétiques socialistes : Comité Olympique d'U. R. S. S.
Uruguay : Comité Olimpico Uruguayo.
Venezuela : Comité Olimpico Venezolano.
Viet-Nam : Comité Olympique du Viet-Nam.
Yougoslavie : Comité Olympique Yougoslave.

Fédérations Internationales de Sport Amateur

reconnues par le Comité International Olympique

(1956)

- International Amateur Athletic Federation* : Mr. D. T. P. Pain, hon. secretary, Halton House, 23, Holborn, London E. C. 1.
- Fédération Internationale des Sociétés d'Avion* : M. Gaston Mullegg, président, case postale 215, Montreux (Suisse).
- Fédération Internationale de Basketball Amateur* : M. R.-William Jones, secrétaire, Weststr. 25, Berne (Suisse).
- Fédération Internationale de Bobsleigh et de Tobogganing* : c/o Comte R. de la Frégéolière, prés., 102, avenue Kléber, Paris XVI^e.
- Association Internationale de Boxe Amateur* : M. Emile Gremaux, président, (France).
Lt.-col. R. H. Russell, hon. secr., 8, New Square, Lincoln's Inn, London W. C. 2.
- Fédération Internationale de Canoé* : Sturepalatset 7, Stockholm.
(Délégué auprès du Comité International Olympique : Dr Karel Popel, Na Podkovce 3, Prague.)

Union Cycliste Internationale : M. Achille Joinard, président, France.
M. René Chesal, secrétaire général, rue Ambroise-Thomas 1,
Paris IX^e.

Fédération Equestre Internationale : M. Moermans d'Emaus, 19,
Champ-du-Vert-Chasseur, Bruxelles.

Fédération Internationale d'Escrime : M. G. Mazzini, président, 88,
Corso Vittorio Emmanuele, Turin (Italie).
(Délégué auprès du Comité International Olympique : M. Paul
Anspach, 211, rue de la Victoire, Bruxelles.)

Fédération Internationale de Football Association : 77, Bahnhofstrasse,
Zurich.

Fédération Internationale de Gymnastique : M. Charles Thœni, secré-
taire général, route de Lyon 88, Genève (Suisse).

Fédération Internationale Haltérophile et Culturiste : M. E. Gouleau,
avenue des Gobelins 9, Paris V^e.

Fédération Internationale de Handball : M. Albert Wagner, secr.,
Sankt-Jakobstrasse 29, Bâle (Suisse).

Fédération Internationale de Hockey sur Gazon : M. René Frank,
secrétaire général honoraire, rue du Prince-Royal 108, Bruxelles.

Ligue Internationale de Hockey sur Glace : M. Walter A. Brown,
Intern. President, Boston Garden, Causewaystreet 126, Boston
14, Mass., (U.S.A.)

Mr. J. F. Ahearne, European President, Empire House, 175
Piccadilly, London W. 1.

Fédération Internationale de Lutte Amateur : M. Roger Coulon, pré-
sident, 11 bis, avenue Mac-Mahon, Paris 17^e.

Fédération Internationale de Natation Amateur : M. B. Sällfors, hon.
sec., Osterlanggatan 17, Boras, (Suède).

Union Internationale de Pentathlon Moderne : Colonel Sven Thofelt,
secrétaire, Nvbrogatan 76, Stockholm.

International Skating Union : Secrétaire : M. G. Häsler, Promenade,
Davos (Suisse).

Fédération Internationale de Ski : c/o M. Marc Hodler, prés., Elfen-
strasse 19, Berne (Suisse).

Union Internationale de Tir : Herkulesgatan 20, Stockholm, C.

International Yacht Racing Union : Adresse provisoire : Royal Yachting
Association of Great Britain, 78, Buckingham Gate, London
S. W. 1.

Les Fédérations Internationales sont indépendantes et autonomes. Le Comité International Olympique leur a délégué la surveillance technique des épreuves figurant au Programme Olympique qui, naturellement, doivent être menées conformément aux règles et règlements du Comité International Olympique. De temps à autre, des délégués des Fédérations se réunissent avec la Commission Exécutive du Comité International Olympique pour discuter des questions d'intérêt commun.

Fédérations Internationales de Sport Amateur

reconnues par le Comité International Olympique, mais dont les sports ne figurent pas au programme des Jeux Olympiques (1956) :

Fédération Internationale de Volleyball : 66, boulevard de Strasbourg, Paris X^e.

Fédération Internationale de Roller-Skating : p. a. M. Fred. Renkewitz, président, villa Bella, Montreux (Suisse).

Fédération Internationale de Tir à l'Arc : p. a. M. Henry Kjellson, Gumshornsgatan 11, Stockholm. (Figura au programme des Jeux Olympiques en 1908 et 1920.)

Fédération Internationale de Boules : p. ad. M. Edgar Guilloud, président, r. de Brest 25, Lyon (France).

Fédération Internationale de Judo : c/o Kodokan Institut de Judo : Kasuga-cho, Bunkyo-ku, Tokyo.

Adresse européenne : M. Bonet-Maury, secr. gén., 109, bd Aug.-Blanqui, Paris XIII^e.

Fédération Internationale de Baseball, : c/o. Ledo. Eugenio Ramirez Osante, Marconi 2, Mexico D. F.

Organisations

satisfaisant aux normes olympiques

et/ou dirigeant des épreuves conformément aux Règlements Olympiques.

(Les organisations suivantes ont informé le Comité International Olympique qu'elles exercent leur activité selon les normes Olympiques et/ou qu'elles dirigent toutes les épreuves soumises à leur contrôle conformément aux Règles et Règlements Olympiques.) (1956.)

Fédération Internationale de Médecine Sportive : Foro Italico, Roma.
Comité International des Sports Silencieux : 2, rue Waleffe, Liège (Belg.).
Junta Departamental de Deportes, Cali (Colombie).

Les Jeux Olympiques sont amateurs

Nul n'est autorisé à tirer profit des Jeux Olympiques. Sans la collaboration bénévole des milliers d'hommes et de femmes, membres des Fédérations Internationales, des Comités Nationaux Olympiques, des Fédérations Nationales et du Comité International Olympique il n'y aurait pas de Jeux Olympiques. Il serait impossible de rémunérer tous ces services, rendus avec tant de bonne volonté par ceux qui croient au sport amateur. Les Jeux reposent sur ces solides et splendides fondations, et tous ces collaborateurs bénévoles sont déterminés à empêcher qui que ce soit, aussi bien les individus que les organisations et les gouvernements, à en tirer un profit d'ordre personnel, politique ou commercial. C'est pourquoi les Règles Olympiques stipulent que tous les bénéfices éventuels provenant des Jeux doivent être employés à l'avancement du Mouvement Olympique ou au développement du sport amateur.

Les pseudo-amateurs

Ceux qui, pour leurs aptitudes à l'athlétisme, reçoivent des allocations de gouvernements, institutions éducatives ou entreprises financières, ne sont pas des amateurs. Des établissements commerciaux ou industriels emploient parfois des athlètes ou parrainent des équipes d'athlétisme pour leur valeur publicitaire. Ces athlètes sont payés pour un emploi qui demande peu de travail et sont libres de s'entraîner et de concourir en tous temps. Pour accroître leur prestige national, il arrive que les gouvernements adoptent les mêmes méthodes et assurent aux athlètes des situations dans l'armée, dans la police ou dans les bureaux de l'Etat. Ils organisent aussi des camps d'entraînement pour des périodes de longue durée. Certains collèges et universités offrent des bourses importantes aux athlètes et des encouragements de diverses natures. Les bénéficiaires de ces faveurs spéciales, accordées uniquement à leurs dons athlétiques, ne sont pas des amateurs. (Voir définition de l'amateur, Règle 26.)

Drapeau Olympique

Le drapeau olympique, qui flotte haut dans le grand stade et dans tous les autres lieux des Jeux, est à fond blanc avec, au centre, cinq anneaux entrelacés. Ces anneaux sont bleu, jaune, noir, vert et rouge. L'anneau bleu, placé en haut, à gauche, est le plus près du mât. Ces anneaux représentent les cinq continents réunis dans le Mouvement Olympique. Il n'existe pas de pays qui n'ait l'une ou plusieurs de ces couleurs dans son drapeau national. Il fut créé en 1913, sur la proposition du Baron de Coubertin, et fut hissé la première fois aux Jeux Olympiques de 1920, à Anvers.

Il y a deux drapeaux olympiques officiels l'un pour les Jeux Olympiques et l'autre pour les Jeux Olympiques d'Hiver qui sont conservés d'une Olympiade à l'autre, comme spécifié dans les Règles.

Village Olympique

Tout Comité Organisateur est actuellement tenu d'aménager des villages olympiques, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes, où les participants aux Jeux ont le privilège de loger et de rencontrer, dans une atmosphère amicale et harmonieuse, les autres concurrents et les officiels.

Lors des six premiers Jeux Olympiques du cycle moderne, chaque Comité National Olympique devait s'ingénier à trouver des logements pour ses équipes, problème parfois ardu à cause de l'affluence des visiteurs à l'occasion des Jeux. Aux Jeux de Los Angeles en 1932 le Comité Organisateur fit construire des maisons à l'usage des participants, dans un espace réservé, près du stade. Cet arrangement, où toutes les nationalités se retrouvaient, sans discrimination de race, de couleur, de religion ou de politique, parut une initiative si agréable et constructive que, dès lors, il a toujours été répété.

Propriété olympique

Le drapeau olympique, les anneaux olympiques et la devise olympique, « Citius - Altius - Fortius », sont la propriété du Comité International Olympique et ne doivent pas être employés sans son autorisation.

Leur usage commercial, de quelque nature qu'il soit, est strictement interdit. Un des devoirs des Comités Nationaux Olympiques est de veiller à ce que cette règle soit respectée autant que possible.

La Flamme Olympique

Dans la Grèce antique, une flamme sacrée était entretenue, pendant la durée des Jeux, sur l'autel de Zeus, en l'honneur de qui ils étaient célébrés. Un des épisodes impressionnants de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques modernes, est l'instant où la Flamme Olympique est allumée. Placée en évidence dans le stade principal, elle brûle pendant toute la durée des Jeux. Le Comité Organisateur des Jeux de 1936 eut l'idée d'allumer cette flamme avec une torche, enflammée elle-même par le soleil d'Olympie (Grèce) berceau des anciens Jeux, et que, de relais en relais, des coureurs se passaient tout le long du parcours jusqu'à Berlin. Partis d'Olympie, ils traversèrent Athènes, Salonique, Sofia, Belgrade, Budapest, Vienne, Prague, Dresde, et réglèrent soigneusement leur course, de façon à ce que le dernier pénétrât dans le stade exactement à l'instant qu'il fallait. L'arrivée de cette torche portant la flamme sacrée est un des moments les plus émouvants de la première journée des Jeux.

En 1948, la flamme a été apportée par des coureurs relayés d'Olympie à Londres, et, en 1952, d'Olympie à Helsinki.

Journée ou Semaine Olympiques

Le Comité International Olympique a suggéré que tous les Comités Nationaux Olympiques célèbrent annuellement, au courant du mois de juin, la rénovation des Jeux Olympiques, en observant la « Journée Olympique ». A cette occasion, des concours spéciaux dans les divers sports figurant au programme Olympique devraient être organisés, ainsi que des allocutions sur le Mouvement Olympique et sa philosophie dans les écoles et les clubs. L'idée a été adoptée dans de nombreux pays et a obtenu un grand succès.

Diplômes décernés aux Jeux Olympiques

Les diplômes distribués à l'occasion des Jeux Olympiques ne peuvent être attribués qu'aux concurrents et aux officiels qui prennent part aux Jeux.

Arts

Dans la Grèce antique, à l'époque de l'Age d'Or, l'athlétisme et les beaux-arts étaient toujours étroitement liés. Les bâtiments et terrains de concours étaient dessinés par les plus grands architectes, et les stades, ainsi que leurs abords, étaient ornés des plus belles sculptures ; poètes de renom, orateurs et musiciens participaient aux cérémonies. La grâce et la beauté étaient estimées au même titre que les prouesses athlétiques. En 1906, le Baron de Coubertin proposa que des concours de beaux-arts (architecture, littérature, musique, peinture et sculpture) fussent ajoutés au programme Olympique, afin de faire bénéficier de valeurs nouvelles spectateurs et participants. La photographie a été ajoutée au programme dernièrement. Les premiers concours de beaux-arts eurent lieu en 1912 et, depuis lors, ils figurèrent à tous les Jeux, comme l'indique le tableau ci-dessous :

	<i>Nombre des épreuves</i>
1912 : Stockholm	5
1920 : Anvers	5
1924 : Paris	5
1928 : Amsterdam	13
1932 : Los Angeles	9
1936 : Berlin	15
1948 : Londres	13
1952 : Helsinki	Exposition seulement

A sa session d'Athènes, en 1954, le Comité International Olympique, afin d'améliorer cette partie du programme, a refait la Règle N° 31 (voir page 21).

Le premier programme conforme à la nouvelle Règle sera réalisé à Melbourne aux Jeux de la XVI^e Olympiade.

Calcul des points

Les Jeux Olympiques sont des joutes entre individus. Ils doivent être une fête joyeuse de la jeunesse du monde entier. Les athlètes luttent de leur mieux — et gagnent s'ils le peuvent. Mais s'ils sont vaincus, ils doivent se réjouir avec les vainqueurs.

Les Jeux ne sont pas, et ne doivent jamais devenir, des compétitions entre nations, ce qui est absolument contraire à l'esprit du Mouvement Olympique. Le contraire serait la négation de l'olympisme. C'est pour cette raison qu'il n'existe aucun résultat officiel par nation et que les tableaux mentionnant les points obtenus sont inévitablement inexacts. Pour être corrects, ils devraient être pesés, analysés, car il est certainement injuste d'attribuer le même nombre de points au gagnant du marathon ou du décathlon, à un gymnaste vainqueur, à un tireur au pistolet ou à un yachtsman, comme à une équipe de football ou de basketball. En outre, il serait équitable de tenir compte du facteur population, et si l'on prenait soin de faire une analyse sérieuse, on découvrirait que beaucoup de petites nations ont gagné — par tête — plus de médailles olympiques que de grandes nations.

La fierté nationale est un sentiment parfaitement légitime, mais les Jeux Olympiques — pas plus que n'importe quelle compétition sportive — ne permettent d'indiquer qu'une nation est supérieure à une autre ou qu'un système politique est supérieur à un autre. Un des buts des Jeux est de créer une entente et un esprit de bonne volonté dans le monde entier. Tous les efforts que l'on entreprendrait pour dresser une nation contre une autre, de quelque manière que ce soit, doivent être sévèrement blâmés.

Juges et Officiels

La désignation des juges et officiels pour les Jeux Olympiques appartient aux Fédérations Internationales. Dans certains sports, la montre ou le mètre-ruban décident des résultats, mais dans beaucoup d'autres, les décisions sont prises par les officiels. Pour cette raison, arbitres, experts et juges sont appelés à jouer un rôle extrêmement important dans les Jeux. Conscientes de ce fait, de nombreuses Fédérations Internationales ont institué des écoles pour l'entraînement des officiels et, à moins d'être en possession d'un certificat de ces écoles, ceux-ci ne sont pas autorisés à fonctionner dans des épreuves internationales et aux Jeux Olympiques.

Les Juges et les Officiels ont le devoir d'observer les règles et règlements de façon impartiale, et d'agir en toutes occasions selon l'esprit de fair-play et de sportivité qui caractérise le Mouvement Olympique.

Ingérence politique ou commerciale

Les délégués des Fédérations Internationales Sportives Amateur, lors de leur rencontre, en 1946, à Lausanne, avec la Commission Exécutive du Comité International Olympique, ont adopté à l'unanimité une résolution où ils ont réaffirmé leur inébranlable fidélité aux principes élevés du sport amateur et à sa diffusion dans tous les pays du monde, en plein accord avec l'idéal olympique. Conjointement, ils ont déclaré qu'ils lutteraient de toutes leurs forces contre toute ingérence commerciale ou politique dans leurs travaux.

Une résolution semblable a été adoptée par les délégués des Comités Nationaux Olympiques lors de leur réunion avec la Commission Exécutive du Comité International Olympique en 1952 à Oslo (Norvège).

Le rôle des gouvernements

Pour l'avantage et le bien de leurs citoyens, tous les gouvernements devraient mettre au point et appliquer un programme de culture physique, de récréation et de santé pour la jeunesse de leurs pays. Toutefois, le libre contrôle du sport amateur de concours, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international, doit être entièrement laissé aux Fédérations Nationales et aux Comités Nationaux Olympiques.

L'esprit Olympique

Les Comités Nationaux Olympiques devraient encourager le développement de l'esprit olympique dans la jeunesse de leurs pays. Ils devraient lancer un programme destiné à éclairer le public et la presse sur la philosophie de l'amateurisme. Il y a une tendance à mettre trop l'accent sur la performance ou le nouveau record, et pas assez sur la valeur éducative, sociale, esthétique, éthique et spirituelle du sport amateur.

RÉCOMPENSES OLYMPIQUES

Les prix remis aux participants aux Jeux Olympiques sont décrits à la Règle N° 41.

Les autres récompenses octroyées par le Comité International Olympique sont :

La Coupe Olympique

Le Diplôme Olympique du Mérite

La Coupe Fearnley

Le Trophée Mohammed Taher

Le Trophée Bonacossa.

La Coupe Olympique, fondée par le Baron de Coubertin en 1906, est annuellement attribuée à une *institution ou association* de caractère étendu et désintéressé, ayant rendu à la cause du sport des services éminents ou ayant concouru avec succès à la propagation de l'idée olympique. La Coupe reste exposée au Musée Olympique de Mon-Repos. Son titulaire reçoit une plaquette de bronze et un diplôme.

Le Diplôme Olympique du Mérite, créé en 1905 au Congrès de Bruxelles, est décerné à une *personnalité* remplissant les mêmes conditions que celles définies à l'article précédent (Coupe Olympique).

Il peut en outre être décerné à des membres honoraires du Comité International Olympique.

Le Baron de Coubertin s'est exprimé comme suit au Congrès de Bruxelles, en 1905, à propos du diplôme olympique : *Il était depuis longtemps dans les désirs du Comité International Olympique de créer un diplôme dont la rareté fût le prix et qui, ne visant pas à récompenser telle victoire sportive, tel record abattu, telle performance accomplie, pût être attribué à un homme pour l'ensemble de ses qualités athlétiques et surtout pour l'emploi qu'il aurait su en faire.*

La Coupe Fearnley, créée en 1950 par M. Thomas Fearnley, membre du Comité International Olympique, a pour objet de récompenser annuellement un *club de sport* (ou une société sportive locale) pour les mérites distingués dont il a pu faire preuve au titre de l'olympisme.

La Coupe est exposée au Musée Olympique de Mon-Repos. Son titulaire en reçoit une réduction, et un diplôme.

La Coupe Mohammed Taher, créée en 1950 par S. E. Mohammed Taher, membre du Comité International Olympique est réservée annuellement à un *athlète amateur*, ayant ou non participé aux compétitions olympiques, dont les mérites généraux ou la carrière auront paru justifier une distinction particulière au titre de l'olympisme.

Le trophée est exposé au Musée Olympique de Mon-Repos. Son titulaire reçoit une plaquette et un diplôme.

Aucune des récompenses ci-dessus ne peut être accordée à une Fédération Internationale ou Nationale affiliée au Comité International Olympique, à un Comité National Olympique, aux présidents de ces organismes, ni enfin à un membre du Comité International Olympique. (Excepté le Diplôme Olympique du Mérite, qui peut être attribué à un de ses membres honoraires.)

Le Trophée Bonacossa, créé en 1955 par le Comité Olympique Italien et la famille de feu le Comte Alberto Bonacossa, est annuellement attribué à un Comité National Olympique qui aura servi de façon spéciale la cause de l'olympisme.

Le trophée est exposé au Musée Olympique de Mon-Repos. Son titulaire en reçoit une réduction et un diplôme.

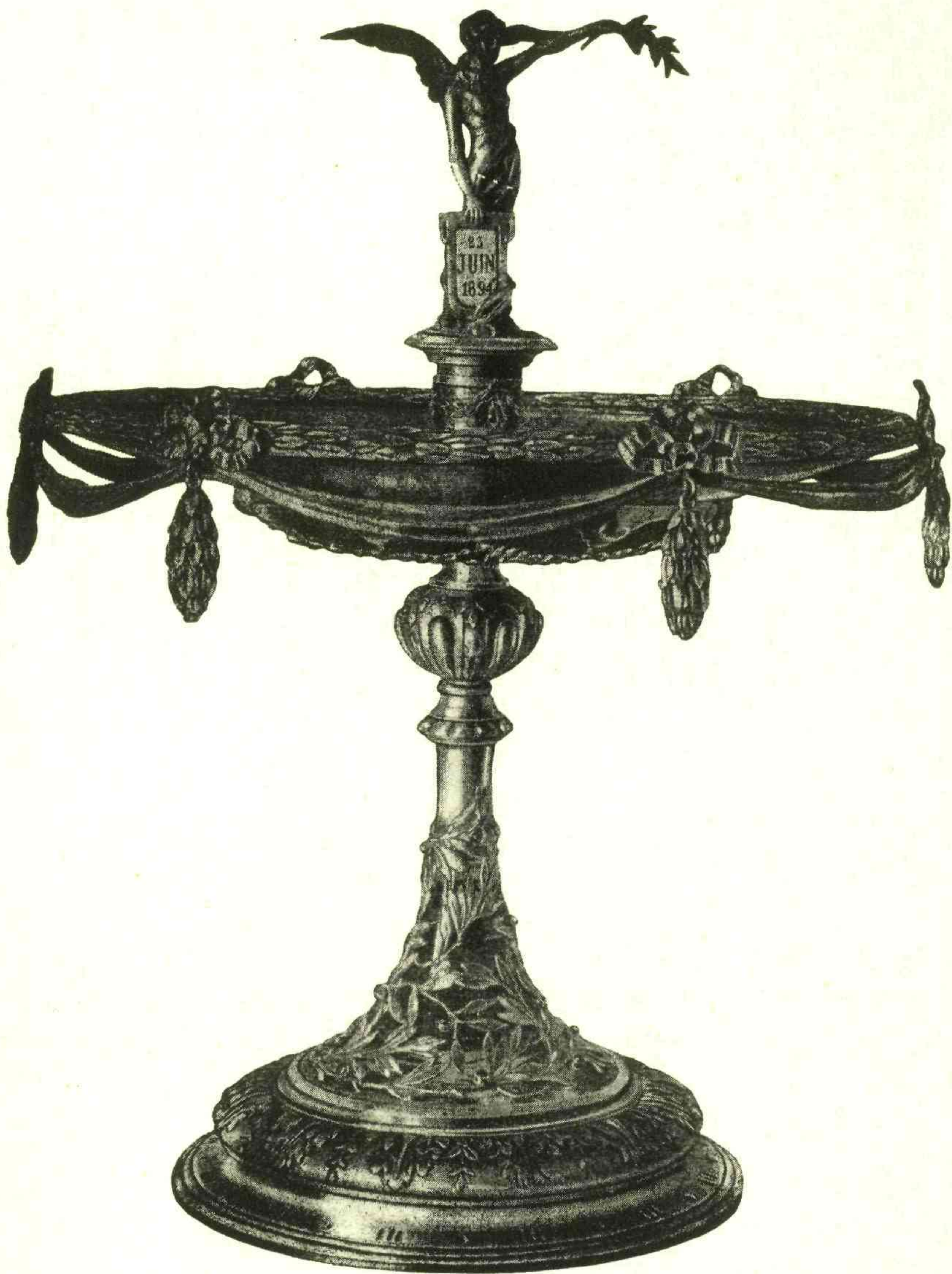
Les candidatures à ces diverses récompenses devront parvenir au siège du Comité International Olympique à Lausanne avant le 1^{er} avril de chaque année, ou au plus tard trente jours avant la session annuelle, accompagnées d'un mémoire justificatif.

Titulaires de la Coupe Olympique

créée par le Baron de Coubertin

- 1906 Touring-Club de France
- 1907 Henley Royal Regatta
- 1908 Sveriges Centralförenings för Idrottens Främjande
- 1909 Deutschers Turnerschaft
- 1910 Ceska obec Sokolska
- 1911 Touring-Club Italiano
- 1912 Union des Sociétés de Gymnastique de France

- 1913 Magyar atletikai Club
- 1914 Amateur Athletic Union of America
- 1915 Rugby School England
- 1916 Confrérie Saint-Michel de Gand
- 1917 Nederlandsche Voetbal Bond
- 1918 Equipes Sportives du Front Interallié
- 1919 Institut Olympique de Lausanne
- 1920 Y. M. C. A. International College Springfield
- 1921 Dansk Idraets Forbund
- 1922 Amateur Athletic Union of Canada
- 1923 Association Sportiva de Cataluna
- 1924 Fédération Gymnique et Athlétique Finlandaise
- 1925 Comité National d'Éducation Physique de l'Uruguay
- 1926 Norges Skiforbund
- 1927 Colonel Robert M. Thompsen
- 1928 Junta Nacional Mexicana
- 1929 Y. M. C. A. World's Committee
- 1930 Association Suisse de Football et d'Athlétisme
- 1931 National Playing Fields Association of Great Britain
- 1931 Deutsche Hochschule für Leibesübungen
- 1933 Société Fédérale Suisse de Gymnastique
- 1934 Opera Dopolavoro Roma
- 1935 National Recreation Association of U. S. A.
- 1936 Segas : Union des Sociétés Helléniques de Gymnastique et d'Athlétisme, Athènes
- 1937 Oesterreichischer Eislauf Verband
- 1938 Königl. Akademie für Körpererziehung in Ungarn
- 1939 « Kraft durch Freude »
- 1940 Svenska Gymnastik — och Idrottsföreningarnas Riksförbund
- 1941 Comité Olympique Finlandais
- 1942 M. William May Garland, Los Angeles (Membre du Comité International Olympique)
- 1943 Comite Olimpico Argentino
- 1944 Ville de Lausanne
- 1945 Norges Fri Idrettsforbund, Oslo
- 1946 Comite Olimpico Colombiano
- 1947 M. J. Sigfrid Edström, Stockholm (Président du Comité International Olympique)



LA COUPE OLYMPIQUE.

- 1948 The Central Council of Physical Recreation, London
 1949 Fluminense Football-Club, Rio-de-Janeiro
 1950 Comité Olympique Belge et
 New Zealand Olympic and British Empire Games Association
 1951 Académie des Sports, Paris
 1952 City of Oslo
 1953 City of Helsinki
 1954 Ecole Fédérale de Gymnastique et de Sport, Macolin, Suisse
 1955 Comité Organisateur des Jeux Centro-Américains et des
 Caraïbes, Mexico et
 Comité Organisateur des Jeux Panaméricains, Mexico
-

Titulaires du Diplôme Olympique du Mérite

1. Président Théodore Roosevelt
2. Fridjhof Nansen
3. M. Santos Dumont
4. Lord Desborough
5. Duc des Abruzzes
6. Commandant Laubrenon
7. Comte Zeppelin
8. Colonel Balck
9. Dr. Jean Charcot
10. Geo Chavez
11. S. M. Alphonse XIII
12. S. A. R. le prince impérial d'Allemagne
13. Alain Gerbault
14. Colonel Lindbergh
15. Captain Harry Pidgeon
16. M. Hostin
17. M^{me} Leni Riefensthal (Allemagne)
18. Angelo-C. Bolanaki (Grèce)
19. Dr Paul Martin (Suisse)
20. Jack Beresford (Grande Bretagne)



LA COUPE SIR THOMAS FEARNLEY

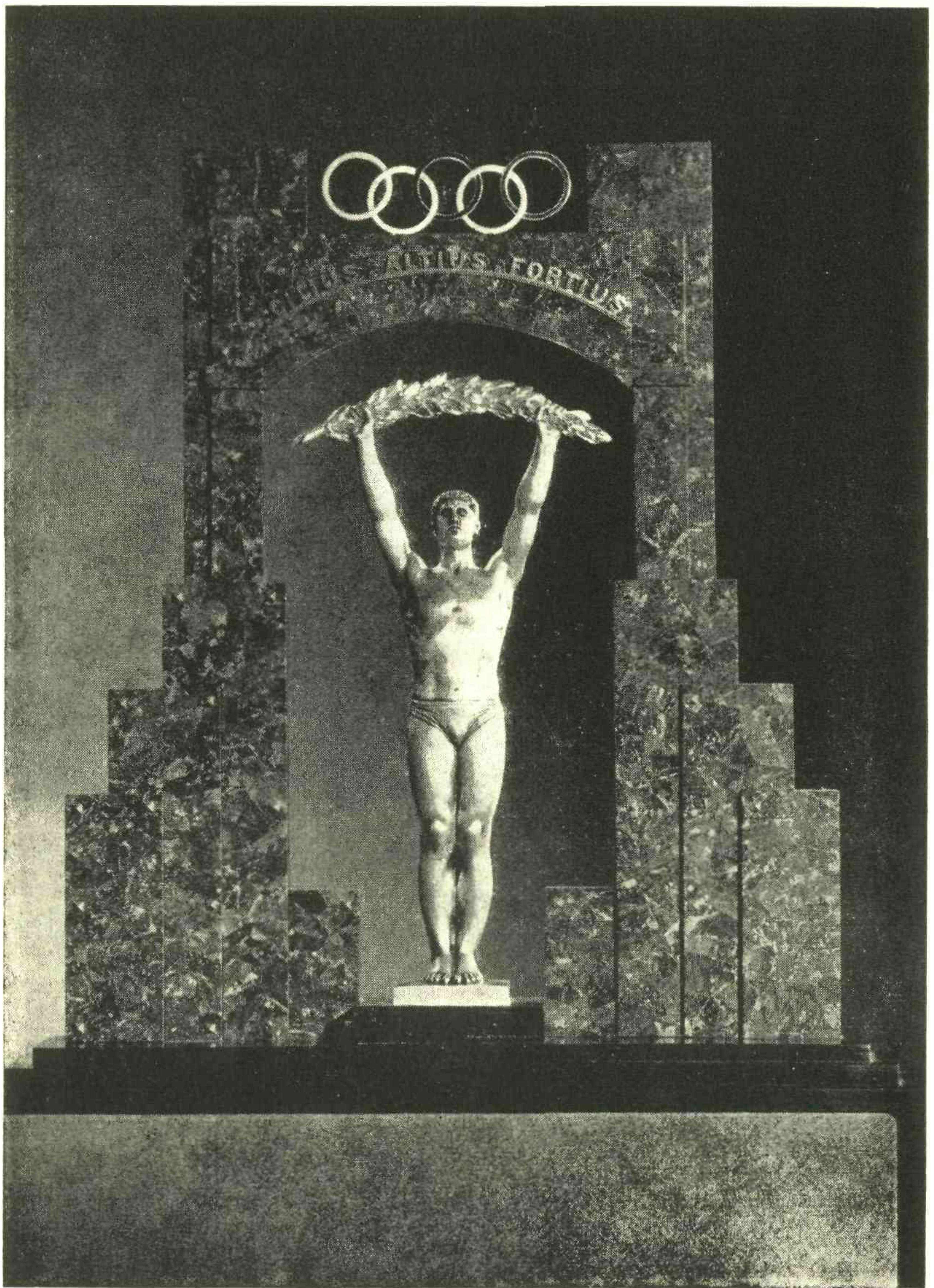
21. D^r Ivan Ossier (Danemark)
 22. Comité Olympique de Guatemala
 23. « Les Enfants de Neptune », Tourcoing (France)
 24. D^r Fr. M. Messerli (Lausanne)
 25. M. Bill Henry (U. S. A.)
 26. M. Harry Neville Amos (Nouvelle-Zélande)
 27. M. Alfred Hajos (Hongrie)
 28. M^{lle} Jeannette Altwegg (Grande-Bretagne)
 29. M. Charles Denis (France)
 30. Colonel Jimenez, Président de la République du Venezuela
-

Titulaires de la Coupe Fearnley

- 1951 Ginasio Clube Português, Lisbonne
 - 1952 Ipprottasamband Islands, Reykjavik
 - 1953 Centro Deportivo Chapultepec, Mexique
 - 1954 Paris Université Club
 - 1955 Junta Departamental de Deportes, Cali (Colombie)
-

Titulaires du Trophée Mohammed Taher

- 1951 M. Paul Anspach (Escrime), Bruxelles
- 1952 M^{me} F. E. Blankers-Koen (Athlète), Hollande
- 1953 M. A. Ferreira da Silva (Athlète), Brésil
- 1954 M. Adolphe Jauréguy (ex-joueur de Rugby), France
- 1955 M. Roger Bannister (Athlète), Grande-Bretagne



LE TROPHÉE MOHAMMED TAHER.

Titulaires **du Trophée du comte Alberto Bonacossa**

1955 Comité Olympique d'U. R. S. S.

Prix d'alpinisme

abandonné

- 1924 Colonel Struth (Grande-Bretagne) : expédition du Mont-Everest
1932 F. et Th. Schmid (Allemagne) : ascension de la paroi nord du Cervin (Suisse)
1936 M. et M^{me} Dyrenfurst (Suisse) : expédition du Mont-Everest
-

Prix d'aéronautique

abandonné

- 1936 Schreiber (Suisse) : traversée des Alpes en vol à voile
-

Trophées perpétuels

Jusqu'aux Jeux Olympiques d'Anvers, en 1920, les athlètes vainqueurs de certaines compétitions recevaient des trophées spéciaux qu'ils pouvaient conserver jusqu'aux Jeux suivants. Ces coupes challenges ou trophées avaient été offerts au Comité International Olympique par les empereurs Nicolas de Russie, François-Joseph d'Autriche et Guillaume II d'Allemagne, entre autres. Considérant les évidentes difficultés de faire voyager de pareils trophées quand ils passaient d'un vainqueur à un autre, considérant aussi que la victoire d'un championnat olympique est un honneur suffisant, le Comité International Olympique a décidé à sa session de Rome, en 1932, de supprimer les récompenses de ce genre à l'avenir. Ces trophées se trouvent actuellement au Musée Olympique, à Lausanne, Suisse.

JEUX RÉGIONAUX

Le Comité International Olympique a accordé son patronage à certains Jeux Régionaux, qui contribuent largement au développement du sport dans les continents où ils sont organisés. Ceux-ci sont :

Jeux d'Extrême-Orient (Chine, Japon, Manille, de 1913-1930).

Jeux de l'Amérique centrale : (Mexico 1926 ; La Havane 1930 ; San Salvador 1935 ; Panama 1938 ; Barranquilla 1946 ; Guatemala 1950 ; Ville de Mexico 1954).

Jeux Bolivariens (Bogota 1938 ; Lima 1947 ; Caracas 1951).

Jeux Pan-Américains (Buenos-Aires, 1951 ; Mexico 1955).

Jeux Méditerranéens (Iers : Alexandrie 1951 ; Barcelone 1955).

Jeux Asiatiques (Nouvelle-Dehli 1951 ; Manille 1954).

Les Règlements pour les Jeux Régionaux

Pour bénéficier du patronage du Comité International Olympique et être autorisés à arborer le drapeau olympique, les Jeux Régionaux doivent se conformer aux conditions minima suivantes :

1. Les Jeux ne seront ouverts qu'aux amateurs. Ils ne doivent pas dépasser une durée de quinze jours. La date des Jeux doit être fixée au moins un an à l'avance et toutes les Fédérations Internationales intéressées doivent en être informées à cette époque.
2. Les concurrents doivent être affiliés aux Fédérations Nationales membres elles-mêmes de Fédérations Internationales reconnues par le Comité International Olympique, et les pays participants doivent avoir des Comités Nationaux Olympiques reconnus par le Comité International Olympique.

Le Comité Organisateur des Jeux doit adresser à ces Comités Nationaux Olympiques des invitations à y participer.

3. Afin de renforcer le haut idéal du Mouvement Olympique (que ces Jeux devraient servir, selon le Baron de Coubertin qui en avait suggéré l'organisation comme complément aux Jeux Olympiques), les Jeux Régionaux doivent se limiter aux sports contrôlés par les Fédérations Internationales reconnues par le Comité International Olympique. Ils ne doivent pas se dérouler en même temps que d'autres manifestations, telles que foires ou expositions, ni aucune autre manifestation sportive de quelque importance. Ils doivent être organisés dignement et sans exploitation commerciale excessive. Des panneaux publicitaires et des installations commerciales ne seront pas tolérés dans le stade et terrains de Jeux.

Le programme ne doit pas inclure plus de deux sports ne figurant pas au programme des Jeux Olympiques.

4. Ils ne peuvent être organisés dans la période qui suit ou précède de douze mois les Jeux Olympiques. Ils ne doivent pas avoir lieu plus d'une fois en quatre ans dans une même région. Les inscriptions doivent être limitées aux régions désignées. Les Fédérations Internationales doivent être informées de la date des Jeux aussitôt qu'elle a été fixée, ce qui doit avoir lieu au moins deux ans d'avance.

5. Le cérémonial des Jeux peut s'inspirer de celui des Jeux Olympiques, mais ne doit pas être identique. Aucune manifestation étrangère aux Jeux ne peut coïncider avec ceux-ci, en particulier celles de caractère politique. Le haut-parleur ne doit servir qu'à des fins sportives et ne peut être employé pour aucun discours politique. Bref, aucune immixtion de nature politique n'est autorisée.

6. Le contrôle de toutes les organisations techniques des Jeux, y compris la désignation des jurés et des officiels, doit être confié aux Fédérations Internationales. Des arrangements devront être pris pour s'assurer la présence aux Jeux d'un représentant de chaque Fédération Internationale dont le sport figure au programme, et cela suffisamment à temps pour que les aménagements soient irréprochables, et que la réglementation relative à ces sports soit observée.

7. Une Cour d'appel internationale, sur le modèle de celle décrite à l'article 39 des Règles Olympiques, sera constituée, en vue de régler tout conflit ne relevant pas de la compétence de la Fédération du sport en cause.
8. Les règles et règlements des Jeux, ainsi que la liste des épreuves figurant au programme, doivent être soumis à l'approbation du Comité International Olympique et de chaque Fédération Internationale intéressée. Ils doivent être adressés en deux langues, le français et l'anglais, ou plus, afin que tous les participants puissent en prendre connaissance.
9. Des arrangements doivent être pris pour s'assurer la présence d'un représentant du Comité International Olympique qui rédigera un rapport complet sur ces Jeux pour le Comité Internationale Olympique.
10. Les mots « Olympique » et « Olympiade », les cinq anneaux et la devise *Citius Altius Fortius* ne doivent être employés en aucun cas à l'occasion des Jeux Régionaux. Le drapeau olympique ne peut être hissé qu'à une seule place, dans le stade, à un mât placé à côté du mât central portant le drapeau spécial des Jeux Régionaux. Aucun autre drapeau ne doit être dressé sur le terrain du stade.
11. L'organisation, les terrains, les bâtiments et autres aménagements devraient être prêts un an au moins avant l'ouverture des Jeux Régionaux.
12. Les pays qualifiés pour participer aux Jeux d'une région particulière sont autorisés à s'organiser eux-mêmes en une Fédération Régionale, ou groupement similaire, et à nommer un conseil directeur ou comité qui peut comprendre des membres du Comité International Olympique appartenant aux pays intéressés et des représentants des Fédérations Internationales.

Adoptées par le Comité International Olympique, à sa 47^e session, à Helsinki, juillet 1952.

La Campagne Mon Repos

Siège du Comité International Olympique, Lausanne, Suisse.

En 1922, la Ville de Lausanne (Suisse) qui en est propriétaire, mit gracieusement à la disposition du Comité International Olympique le troisième étage de la Campagne Mon Repos. Depuis cette date, la Campagne Mon Repos est le siège du Comité. La demeure est entourée d'un magnifique parc ombragé et se trouve à proximité du centre de la ville. Les autres étages du bâtiment abritent le Musée municipal et des salons de réception.

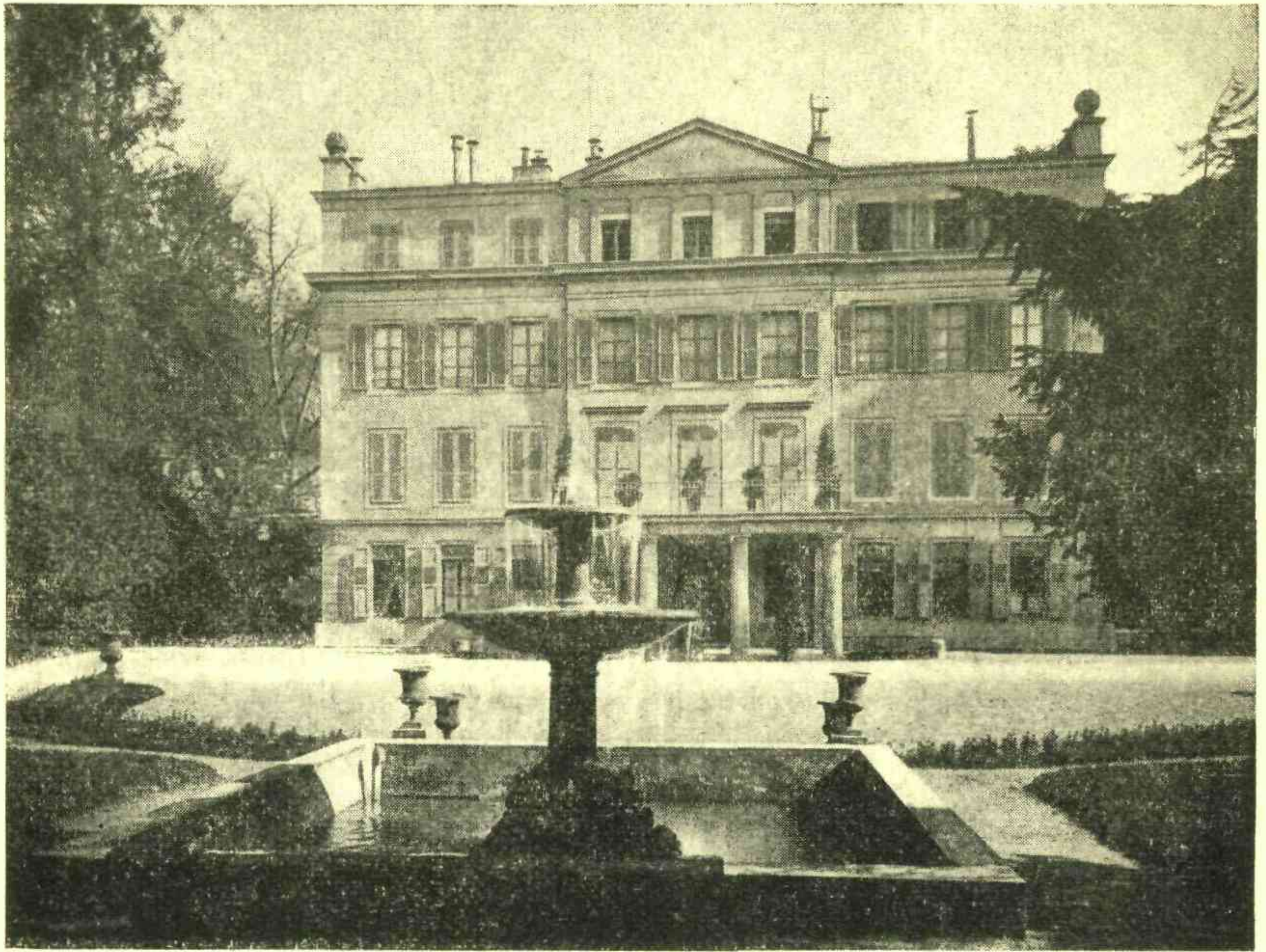
Musée et Bibliothèque Olympiques

Le Comité International Olympique a installé, à côté de son quartier général à la Campagne Mon Repos, une bibliothèque et un musée.

La bibliothèque contient les rapports officiels des Jeux Olympiques, la série complète des revues et bulletins olympiques, et une collection de livres, brochures, publications et périodiques, en langues diverses, sur le sport.

Le Comité International Olympique espère que les organisations du sport amateur et d'autres auront l'obligeance d'enrichir cette bibliothèque par l'envoi d'exemplaires de tous les livres et autres publications ayant trait au sport parus dans leur pays.

Le Musée Olympique contient des souvenirs, médailles, trophées et photographies des Jeux déjà célébrés. Une salle, contenant la table à écrire du Baron de Coubertin, ses décorations et de nombreux autres souvenirs personnels, est consacrée à sa mémoire. C'est là que sont déposés les coupes challenge et les trophées disputés aux Jeux Olympiques jusqu'en 1932. On y voit encore d'intéressants objets offerts par divers officiels et membres du Comité International Olympique, et par d'autres personnalités. Le Musée s'enrichit continuellement de dons envoyés des quatre coins du monde par ceux qu'intéresse le Mouvement Olympique.



CAMPAGNE MON REPOS, LAUSANNE,
SIÈGE DU COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE.

Bulletin du Comité International Olympique

Le « Bulletin du Comité International Olympique », organe officiel du Comité International Olympique, paraît quatre fois par an et est envoyé gratuitement à tous les Comités Nationaux Olympiques, et Fédérations Internationales. Cette revue contient les noms et adresses des membres du Comité International Olympique, une liste des Comités Nationaux Olympiques et des Fédérations Internationales, les procès-verbaux des sessions et des informations générales sur le sport amateur et le Mouvement Olympique. Le bureau de l'éditeur se trouve à la Campagne Mon Repos, Lausanne, Suisse, et toutes les communications doivent être envoyées à cette adresse. Adresse télégraphique : CIO, Lausanne, Suisse. Adresse téléphonique : 22 94 48.

Des articles et des informations d'intérêt général sur le sport amateur et le Mouvement Olympique sont instamment demandés.

Le Bulletin sera adressé à qui que ce soit, dès réception du prix de l'abonnement annuel de dix francs suisses, payables par mandat postal au Comité International Olympique, Lausanne, Suisse.

Décisions du Comité International Olympique

1. Nationalisation des sports dans un but politique.

Le Comité International Olympique constatant avec grande satisfaction que l'effort qu'il poursuit est universellement approuvé, ne peut que se réjouir de l'émulation que le Mouvement Olympique a suscitée entre les différentes nations et il loue les gouvernements qui, en vue du perfectionnement sportif populaire, ont adopté le large programme d'éducation physique collective.

Il considère néanmoins comme dangereux pour l'idéal olympique qu'à côté du développement légitime des sports, en conformité des principes de l'amateurisme, puissent se propager certaines tendances qui viseraient surtout à une exaltation nationale des succès remportés, plutôt que la réalisation de l'objectif commun et concordant qui est la loi essentielle de l'olympisme.

2. *Camps d'entraînement.*

Le fait d'interrompre les occupations d'un athlète (soit ses études, soit son emploi) pour le soumettre à un entraînement spécial dans un camp d'athlétisme pendant un terme dépassant deux semaines ne s'accorde pas avec l'idée des Jeux Olympiques.

3. *Cadeaux.*

Les participants qui ont reçu des cadeaux monnayables ou des avantages d'ordre matériel ne doivent pas être admis aux Jeux Olympiques.

4. *Professionnels.*

Un professionnel dans un sport est généralement considéré comme un professionnel dans tous les autres sports. Dans l'opinion du Comité International Olympique, il est désirable que cette règle soit observée.

5. *Exploitation de la réputation sportive.*

Dans quelques pays, des athlètes ont trouvé, grâce à leurs performances sportives, diverses situations dans les branches de la presse, du théâtre, du cinéma, de la télévision ou de la radiodiffusion. Cette exploitation de la réputation sportive ne s'accorde ni avec les principes, ni avec l'esprit du Mouvement Olympique.

6. *Doping des athlètes.*

L'usage de drogues ou de stimulants artificiels de quelque nature qu'ils soient est condamnable et toute personne qui donne ou reçoit du doping, sous quelque forme que ce soit, ne devrait pas être admise aux meetings d'amateurs ou aux Jeux Olympiques.

« Avant toutes choses, il est nécessaire que nous maintenions dans le sport les caractéristiques de noblesse et de chevalerie qui l'ont distingué dans le passé, de sorte qu'il continue à faire partie de l'éducation des peuples d'aujourd'hui, ainsi qu'il l'a si admirablement servie dans les temps de la Grèce ancienne. L'humanité a tendance à transformer l'athlète olympique en gladiateur payé. Ces deux tendances sont incompatibles. »

Sig: BARON DE COUBERTIN.

*De sa lettre circulaire du 15 juin 1894
adressée aux organisations de sport amateur du monde entier.*

IMPRIMÉ EN SUISSE

Imprimerie de la Plaine du Rhône S. A., Aigle (Suisse).

